



MONITORING DE LA SANTÉ SEXUELLE EN SUISSE – 2022

Résultats de la huitième enquête
en ligne concernant l'année 2022

SANTÉ SEXUELLE SUISSE remercie tous les centres et services spécialisés qui ont participé à l'enquête en ligne relative au monitoring de la santé sexuelle en Suisse en 2022.

Lausanne / Berne, juillet 2024

IMPRESSUM

Auteurs : Céline Berset, Lea Dora Illmer

celine.berset@sexuelle-gesundheit.ch

leadora.illmer@sexuelle-gesundheit.ch

Accompagnement expert : Christine Sieber

info@sexuelle-gesundheit.ch

Relecture scientifique : Caroline Jacot-Descombes

caroline.jacot-descombes@sexuelle-gesundheit.ch

Traduction française : Dorette Fasoletti

Conception graphique : Agence TRIO

MONITORING DE LA SANTÉ SEXUELLE EN SUISSE – 2022

SOMMAIRE

Table des matières

1	Introduction au monitoring	5
1.1	Le rôle de SANTÉ SEXUELLE SUISSE	5
1.2	Buts du monitoring	5
1.3	Méthodologie	5
2	Synthèse des résultats	7
2.1	Centres de consultation en matière de grossesse selon la loi fédérale RS 857.5	7
2.2	Infections sexuellement transmissibles	7
2.3	Prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire et extrascolaire	7
3	Centres de consultation invités à participer à l'enquête	8
3.1	Centres de consultation en matière de grossesse reconnus	8
3.2	Autres services intégrés au répertoire des centres de santé sexuelle	9
3.2.1	Autres services dans le domaine de l'éducation sexuelle et des IST	9
3.2.2	Autres centres dans le domaine de la grossesse et du conseil indépendant en matière de diagnostic prénatal	9
4	Domaine Grossesse	10
4.1	Conseil en matière de grossesse	10
4.1.1.	Conseil psychosocial et conseil social en matière de grossesse	10
4.1.2.	Conseil psychosocial aux personnes enceintes de moins de 16 ans	10
4.1.3	Conseil indépendant en matière de diagnostic prénatal	11
4.2	Interruption de grossesse	12
4.3	Traitement en cas d'interruption de grossesse incomplète	12
4.4	Accouchement confidentiel	12
5	Domaine Contraception / Contraception d'urgence	14
5.1	Conseil dans le domaine de la prévention des grossesses	14
5.1.1	Conseil en contraception	14
5.1.2	Conseil en contraception testiculaire	15
5.1.3	Moyens de contraception	16
5.2	Accès à la contraception d'urgence	17
6	Domaine Infections sexuellement transmissibles (IST)	19
6.1	Dépistage des infections sexuellement transmissibles	19
6.2	Traitement des infections sexuellement transmissibles	21
7	Domaine Éducation sexuelle / Formation à la santé sexuelle	23
7.1	Éducation sexuelle en milieu scolaire	23
7.1.1	Offre de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire	23
7.1.2	Prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire	24



7.1.3	Lieux d'intervention concernant l'éducation sexuelle en milieu scolaire	25
7.1.4	Thèmes prioritaires d'éducation sexuelle abordés en milieu scolaire	25
7.1.5	Conseil spécialisé au personnel enseignant	26
7.1.6	Conseil spécialisé aux parents	26
7.1.7	Approche par les pairs en milieu scolaire	26
7.2	Formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire (de 15 ans aux seniors)	26
7.2.1	Offre de prestations d'éducation sexuelle et de formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire	26
7.2.2	Nombre de centres prestataires en milieu extrascolaire par cadre d'intervention (setting)	27
7.2.3	Thèmes prioritaires abordés dans les interventions d'éducation sexuelle en milieu extrascolaire	28
7.2.4	Approche par les pairs en milieu extrascolaire	29
8	Commentaire final de SANTÉ SEXUELLE SUISSE	31
	Annexe	32

1 INTRODUCTION AU MONITORING

1.1 Le rôle de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

SANTÉ SEXUELLE SUISSE (ci-après SSCH) est l'organisation faîtière des centres de conseil, des services d'éducation sexuelle, des organisations professionnelles et des spécialistes du domaine de la santé sexuelle et de l'éducation sexuelle en Suisse. Elle est partenaire de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) pour la mise en œuvre du programme national VIH et autres infections sexuellement transmissibles (PNVI) en 2022 (NAPS dès 2024) ainsi que de la loi fédérale sur les centres de consultation en matière de grossesse RS 857.5 et son ordonnance d'application¹. SSCH s'engage au niveau national et international pour une éducation sexuelle holistique et pour la promotion et le respect des droits sexuels. Elle est membre accrédité de l'International Planned Parenthood Federation (IPPF).

SSCH s'engage pour l'accès de toute personne vivant en Suisse à des prestations de santé sexuelle. Elle promeut la qualité des prestations et soutient ses membres dans l'exercice de leur mandat.

1.2 Buts du monitoring

Le monitoring vise à fournir des informations quantitatives relatives à des domaines spécifiques de la santé sexuelle et à donner ainsi une plus grande visibilité aux prestations dispensées par les organisations membres.

- * Il documente une partie des prestations et des domaines d'activité des centres de consultation en matière de grossesse reconnus par la loi fédérale ainsi que d'autres centres spécialisés.
- * Il renseigne sur les prestations du domaine de l'éducation sexuelle en milieu scolaire et extrascolaire² dispensées par les centres et services spécialisés en santé sexuelle.
- * Il sert à l'élaboration des rapports que SSCH est tenue de livrer régulièrement aux organisations nationales et internationales desquelles elle est mandataire ou partenaire.

Ce rapport présente l'évaluation des données de l'année 2022 et constitue ainsi le huitième monitoring publié par SSCH³. Les chiffres comparatifs des années précédentes sont présentés entre crochets [xxx]⁴.

1.3 Méthodologie

L'enquête a été réalisée au moyen de l'outil de sondage Kobo Toolbox. L'outil informatique a été mis à disposition du 31.10.2023 au 14.12.2023 pour la saisie des données de l'année 2022⁵. L'évaluation des données a eu lieu au cours du premier semestre 2024. Le monitoring est conduit une fois par année.

1 Sur la base de ces informations, le site <https://www.sexualaufklaerung-schule.ch> est actualisé une fois par année.

2 Sur la base de ces informations, le site <https://www.sexualaufklaerung-schule.ch> est actualisé une fois par année.

3 Tous les rapports « Monitoring de la santé sexuelle en Suisse » sont disponibles sur: [Monitoring des centres de santé sexuelle | Santé Sexuelle Suisse \(sante-sexuelle.ch\)](https://www.sante-sexuelle.ch)

4 Lorsque les données sont significatives et remontent suffisamment loin, des valeurs comparatives sont indiquées jusqu'en 2019 inclus. Pour faciliter la lecture, nous avons renoncé à indiquer plus de trois années de comparaison entre crochets dans le texte. Certains diagrammes illustrant des tendances remontent au-delà de l'année 2019.

5 Hormis quelques exceptions jusqu'au 23.01.2024.



Ont été invités à participer au monitoring 2022 :

73 centres de consultation en matière de grossesse reconnus par les cantons (selon la loi fédérale RS 857.5) pour les domaines suivants :

- Grossesse
- Contraception / Contraception d'urgence
- Infections sexuellement transmissibles (IST)
- Éducation sexuelle / Formation à la santé sexuelle

26 autres services spécialisés intégrés au répertoire des centres de consultation pour les domaines suivants :

- Éducation sexuelle / Formation à la santé sexuelle (24 centres)
- Grossesse et conseil indépendant en matière de diagnostic prénatal (2 centres)
- Infections sexuellement transmissibles (17 centres sur 26 ont été invités pour le domaine IST)

Les données ont été regroupées et assemblées pour représenter une image de l'ensemble de la Suisse, ainsi que des régions linguistiques (Suisse alémanique et latine).

L'enquête menée dans le cadre du monitoring de la santé sexuelle en Suisse ne recouvre pas l'ensemble des questions traitées par les centres de consultation en matière de grossesse et ne reflète ainsi pas l'intégralité de l'offre de prestations⁶. Le monitoring prend en compte les domaines et prestations relevant de la loi fédérale ou de mandats, ainsi que les prestations requises pour l'établissement des rapports destinés aux importantes organisations partenaires nationales et internationales. Pour ce qui concerne le domaine de l'éducation sexuelle, d'autres services spécialisés du répertoire des centres⁷, en plus des centres de consultation en matière de grossesse reconnus, ont été invités à participer à l'enquête (voir tableau 1). Pour ce qui concerne le domaine des IST, l'enquête a été menée pour la première fois cette année non seulement dans les centres de consultation en matière de grossesse reconnus, mais aussi dans les autres services spécialisés du répertoire des centres qui sont membres de SSCH.

Tableau 1 Participation des centres et services invités, par domaine thématique, 2022

	Centres de consultation en matière de grossesse reconnus	Autres services	Total
Ont été invités	73 (dont 64 du domaine de la contraception)	26	99
Ont participé	66 (dont 56 du domaine de la contraception)	25	91
Retours par domaine thématique			
Grossesse	66	2	68
Contraception	56	non invités	56
IST	42	9	51
Éducation sexuelle	48	23	71

⁶ Selon les mandats attribués par les cantons, les centres de consultation en matière de grossesse proposent encore d'autres prestations que le conseil en matière de grossesse défini par la loi fédérale RS 857.5. Par exemple: conseil en sexualité, sexologie, désir d'enfant inassouvi, stérilité, prévention des violences sexualisées etc.

⁷ Répertoire des centres de santé sexuelle en Suisse: <https://www.sante-sexuelle.ch/centres-de-conseil>

2 SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

2.1 Centres de consultation en matière de grossesse selon la loi fédérale RS 857.5

- * En 2022, le nombre de centres de consultation en matière de grossesse reconnus en Suisse s'élevait à 73.
- * 66 centres sur 73, soit 90 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus, ont participé à l'enquête en ligne [2021: 93 %, 2020: 92 %, 2019: 89 %].
- * Dans le domaine de la grossesse, le nombre des personnes directement concernées (dossiers), soit 22'530, a encore augmenté par rapport à celui de l'année précédente [2021: 20'214].
- * Par rapport au total des personnes directement concernées par la grossesse, le taux des adolescentes enceintes de moins de 16 ans a encore diminué par rapport aux années précédentes pour atteindre 0,3 %. Il reste donc à un niveau très bas [2021: 0,4 %, 2020: 0,4 %, 2019: 0,4 %].
- * En 2022, 17'530 personnes directement concernées ont bénéficié de conseils en contraception [2021: 21'186, 2020: 16'682, 2019: 14'911].
- * 64 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus proposent au moins un moyen de contraception [2021: 72 %, 2020: 57 %, 2019: 42 %]. 97 % d'entre eux délivrent des préservatifs externes gratuitement ou à prix réduit.
- * Comme l'année dernière, 43 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus proposent en principe des prestations de conseil en contraception testiculaire alternative.
- * 23 % des centres ont fourni en 2022 des prestations de conseil en matière de contraception testiculaire alternative [2021: 24 %, 2020: 23 %]. 44 personnes ont bénéficié de conseils pour un total de 87 consultations.
- * 61 % des centres de consultation en matière de grossesse proposant des prestations dans le domaine de la contraception indiquent proposer au moins une méthode de contraception d'urgence. 94 % d'entre eux proposent une contraception d'urgence hormonale et 53 % la pose d'un

dispositif intra-utérin DIU, « stérilet d'urgence » [2021: 63 %, 2020: 59 %, 2019: 57 %].

2.2 Infections sexuellement transmissibles

- * Dans le cadre de ce monitoring, les autres services spécialisés, membres de SSCH, ont été interrogés pour la première fois sur les IST. La tendance à disposer d'une palette élargie de tests IST s'est encore confirmée en 2022: comme en 2021, 32 centres proposant le dépistage des IST proposent les tests dits des « Big Five ».
- * 37 % des centres ayant participé au monitoring proposent le traitement d'au moins une infection sexuellement transmissible, presque sans changement par rapport à l'année précédente [2021: 38 %].

2.3 Prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire et extrascolaire

- * Le monitoring 2022 fait état de 71 services d'éducation sexuelle en milieu scolaire. 54 d'entre eux interviennent en milieu scolaire et 57 en milieu extrascolaire.
- * 177'478 enfants, adolescent·es et jeunes adultes ont bénéficié en 2022 de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire [2021: 178'836, 2020: 147'294, 2019: 157'666].
- * Les thèmes prioritaires traités en milieu scolaire n'ont pas beaucoup changé depuis 2016: « Relations, amour, amitié » (94 %), ainsi que « droits sexuels », « Prévention VIH / IST » et « Santé reproductive » (93 % pour ces trois derniers thèmes).
- * Les thèmes prioritaires traités en milieu extrascolaire en 2022 diffèrent quelque peu de ceux traités en milieu scolaire: « Relations, amour, amitié », « Droits sexuels », « Prévention VIH / IST », « Orientation sexuelle, diversité sexuelle » (95 % pour tous ces thèmes).
- * Le nombre des services ayant proposé en 2022 une approche par les pairs en milieu scolaire et extrascolaire a quelque peu diminué par rapport à l'année précédente. Il est passé à 13 % [2021: 17 %].

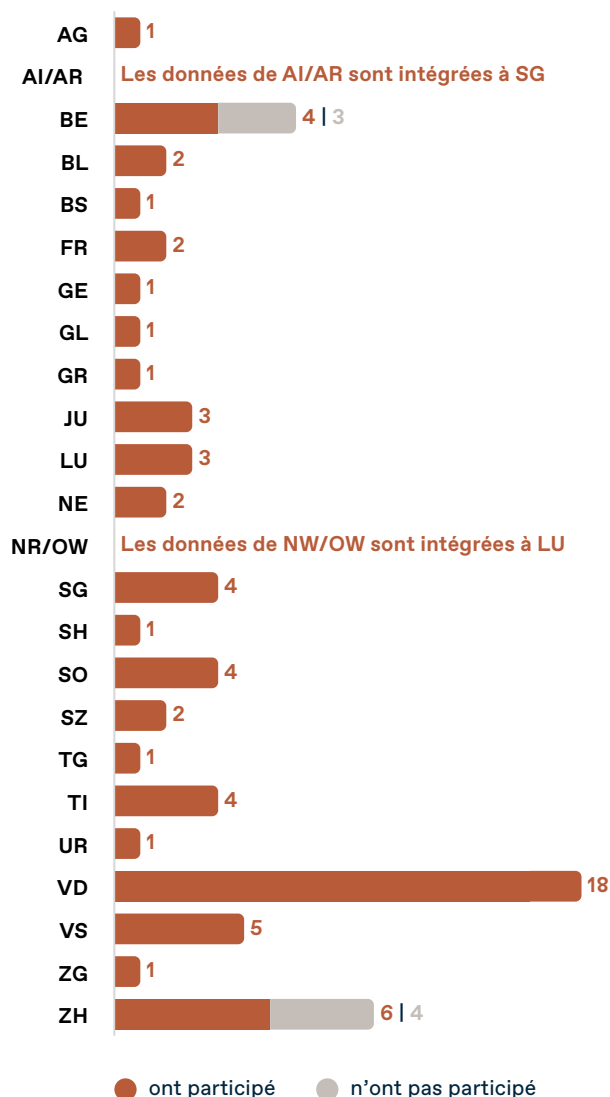
3 CENTRES DE CONSULTATION INVITÉS À PARTICIPER À L'ENQUÊTE

3.1 Centres de consultation en matière de grossesse reconnus

Fin 2022, le nombre des centres de consultation en matière de grossesse reconnus en Suisse s'élevait à 73. Ces centres ont été invités à répondre à l'ensemble des questions, y compris celles des domaines «Grossesse», «Contraception / Contraception d'urgence», «Infections sexuellement transmissibles» et «Éducation sexuelle / Formation en santé sexuelle».

Le taux de retour en 2022 est légèrement inférieur à celui de l'année précédente: 66 centres sur 73, soit 90 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus en Suisse ont participé à l'enquête en ligne [2021: 93 %, 2020: 92 %, 2019: 89 %]. L'enquête a été complétée par des centres établis dans 22 cantons et comprend ainsi les résultats des 26 cantons⁸. Dans tous les cantons, des centres mandatés ont ainsi participé directement ou indirectement au monitoring 2022. 2 cantons, Berne et Zurich, ne sont pas entièrement représentés, leurs centres n'ayant pas tous pris part à l'enquête en ligne. (voir ill. 1).

III. 1 Représentation cantonale de la participation des centres de consultation en matière de grossesse reconnus par les cantons au monitoring 2022 (n=73)



Entièrement représentés, 24 cantons: AG (1 sur 1), AI/AR (sous SG), BL (2 sur 2), BS (1 sur 1), FR (2 sur 2), GE (1 sur 1), GL (1 sur 1), GR (1 sur 1), JU (3 sur 3), LU (3 sur 3), NE (2 sur 2), NW/OW (sous LU), SG (4 sur 4), SH (1 sur 1), SO (4 sur 4), SZ (2 sur 2), TG (1 sur 1), TI (4 sur 4), UR (1 sur 1), VD (18 sur 18), VS (5 sur 5), ZG (1 sur 1)

Partiellement représentés, 2 cantons: BE (4 sur 7), ZH (6 sur 10)

⁸ Les 4 demi-cantons AI et AR, ainsi que NW et OW sont compris dans les données de SG et LU.



3.2 Autres services intégrés au répertoire des centres de santé sexuelle

3.2.1 Autres services dans le domaine de l'éducation sexuelle et des IST

Ont également été invités à participer à l'enquête en ligne 24 autres services intégrés au répertoire des centres de santé sexuelle et proposant des prestations dans le domaine de l'éducation sexuelle [2021: 22, 2020: 22, 2019: 21]. 2 services sont ainsi venus s'ajouter à ceux de l'an dernier⁹. Ces centres étaient invités à répondre aux questions du domaine « Éducation sexuelle/formation en santé sexuelle ». Ceux qui sont membres SSCH ont également reçu pour la première fois les questions du domaine « Infections sexuellement transmissibles ». Des 24 autres services invités à participer à l'enquête en ligne, 96 % (23 services) ont complété le questionnaire en ligne portant sur l'éducation sexuelle [2021: 100 %, 2020: 91 %, 2019: 62 %] et 53 % (9 services) ont répondu aux questions du domaine « Infections sexuellement transmissibles ».

3.2.2 Autres centres dans le domaine de la grossesse et du conseil indépendant en matière de diagnostic prénatal

Ont également participé à l'enquête 2 autres centres reconnus par le canton de Zurich comme centres de consultation spécialisés en matière d'information et de conseil en diagnostic prénatal¹⁰. L'un des deux propose également des conseils en matière de grossesse et contraception.

Commentaire SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 3: Domaine Centres invités à participer à l'enquête en ligne

Base légale des centres de consultation en matière de grossesse reconnus par les cantons: loi fédérale RS 857.5 du 9.10.1981 ainsi que l'ordonnance d'application RS 857.51 du 12.12.1983.

Le taux de réponse des centres de consultation en matière de grossesse reconnus a légèrement diminué par rapport à 2021. Comme les années précédentes, le taux de réponse des grands hôpitaux est plus faible que celui des autres centres de consultation en matière de grossesse reconnus. Ceci pourrait s'expliquer par le fait que les responsables changent plus souvent ou qu'il n'y a pas assez de ressources pour participer au monitoring. De manière générale, le taux de réponse s'est heureusement stabilisé à un niveau élevé.

En 2022, 2 nouveaux autres services ont été invités à participer pour la première fois à l'enquête. Les services membres de SSCH ont désormais pu répondre aux questions non seulement sur l'éducation sexuelle, mais aussi sur les IST. Ceci permet d'obtenir de nouvelles informations, tout en rendant la comparaison avec les années précédentes plus difficile.

⁹ Les deux nouveaux autres services sont: « GLL - L'autre projet scolaire » (ZH) et « L'amour et d'autres choses... SARL » (SG).

¹⁰ Centre spécialisé 1: appella - conseil téléphonique et en ligne.
Centre spécialisé 2: Association pour le conseil global et l'information critique en diagnostic prénatal.

4 DOMAINE GROSSESSE

4.1 Conseil en matière de grossesse

L'outil d'enquête recueille les données concernant les consultations en matière de grossesse¹¹ et les personnes directement concernées (dossiers). Le chapitre suivant présente les données transmises par les centres de consultation en matière de grossesse reconnus et les 2 autres centres spécialisés dans le domaine du diagnostic prénatal, soit 66 centres de consultation en matière de grossesse reconnus et 2 centres spécialisés (68).

Les données couvrent les trois domaines suivants¹²:

- le conseil psychosocial lié aux interruptions de grossesse, grossesses ambivalentes, tests de grossesse, etc., ainsi que le conseil social durant la grossesse et après l'accouchement
- le conseil psychosocial aux **aux personnes enceintes de moins de 16 ans**
- le conseil indépendant en diagnostic prénatal aux femmes enceintes

Ces trois domaines sont détaillés aux chapitres 4.1.1 à 4.1.3.

En 2022, 23'330 consultations ont été menées dans ces trois domaines de conseil en matière de grossesse [2021: 27'326, 2020: pas de données, 2019: 27'695] et 22'940 personnes directement concernées (dossiers) ont bénéficié de conseils [2021: 20'781, 2020: 21'458, 2019: 21'611]¹³. Si, en cas de données manquantes, on évalue le nombre de consultations à l'aide du nombre de dossiers, on atteint un total de 40'346 consultations menées en 2022 [2021: 35'915]. Si, en cas de données manquantes, on extrapole le nombre de dossiers à l'aide du nombre de consultations, ce sont 23'942 personnes directement concernées qui ont bénéficié de conseils en 2022 [2021: 21'363, 2020: 22'312]¹⁴.

Le tableau 2 présente les données obtenues sur le nombre de dossiers et le nombre de consultations avec et sans extrapolation par domaine thématique.

11 En 2020, le nombre de consultations n'a pas été évalué en raison de données incomplètes.

12 Les domaines du conseil psychosocial et du conseil social ont fait l'objet de questions séparées dans l'enquête, mais ils sont regroupés dans le monitoring sous «Conseil psychosocial et conseil social en matière de grossesse».

13 Consultations en face à face au centre et à l'extérieur du centre, consultations téléphoniques, consultations par mail, etc.

4.1.1 Conseil psychosocial et conseil social en matière de grossesse

Les données suivantes concernent le conseil psychosocial lié aux interruptions de grossesse, aux grossesses ambivalentes, aux tests de grossesse, etc., ainsi que le conseil social durant la grossesse et après l'accouchement.

En 2022, le nombre de consultations basées sur la loi fédérale RS 857.5 est de 22'960 [2021: 26'868, 2020: pas de données, 2019: 25'452]. Ce sont ainsi 21'521 personnes directement concernées (dossiers) qui ont bénéficié de conseils [2021: 19'633, 2020: 20'359, 2019: 20'276]. Si, en cas de données manquantes, on extrapole le nombre de consultations à l'aide du nombre de dossiers, le total des consultations menées en 2022 s'élève à 38'463 [2021: 33'451]. Si, en cas de données manquantes, on évalue approximativement le nombre de dossiers à l'aide du nombre de consultations, ce sont 22'530 personnes directement concernées qui ont bénéficié de conseils en 2022 (valeur moyenne 1.76 pour le conseil social et 1.50 pour le conseil psychosocial) [2021: 20'214, 2020: 21'198].

56 % des centres (38 sur 68) ont en outre pu fournir des indications sur le genre des personnes directement concernées (dossiers). Ainsi, 97 % des personnes se sont classées sous féminin et 3 % sous masculin. Aucun centre ne mentionne des personnes se classant sous divers. En chiffres absolus, ces pourcentages représentent 11'825 personnes de genre féminin, 341 de genre masculin et 0 divers.

4.1.2 Conseil psychosocial aux personnes enceintes de moins de 16 ans

En plus du mandat de centre de consultation en matière de grossesse selon la loi fédérale RS 857.5, tous les centres disposent d'un mandat cantonal pour le conseil aux personnes enceintes de moins de 16 ans, basé sur l'article 120c du Code pénal suisse. Selon

14 Dans les groupes de données où des indications sur les consultations et sur le nombre de personnes directement concernées (=dossiers) ont été fournies, on compte en moyenne X consultations pour 1 personne directement concernée. La valeur moyenne a été utilisée pour extrapoler les données manquantes là où le nombre de consultations ou le nombre de personnes directement concernées n'était pas connu. Dans les chapitres qui suivent, nous mentionnerons à chaque fois la valeur moyenne qui a servi de base de calcul, car elle varie d'un domaine à l'autre. Exemple: En moyenne, dans le domaine du conseil psychosocial et du conseil social, 1 personne directement concernée est conseillée 1,5 fois. Les extrapolations n'ont été introduites que depuis le monitoring 2020, ce qui explique que les chiffres comparatifs ne remontent pas plus loin dans le temps.



l'enquête en ligne, 160 consultations ont été menées en 2022 [2021: 82, 2020: pas de données, 2019: 96] et 76 personnes directement concernées (dossiers) ont bénéficié de conseils [2021: 75, 2020: 66, 2019: 85]. Si, en cas de données manquantes, on extrapole le nombre de consultations à l'aide du nombre de dossiers, on obtient un total de 185 consultations menées en 2022 (valeur moyenne 1,70). En 2021, on comptait 142 consultations. Le nombre de dossiers reste presque inchangé, soit 78 personnes directement concernées [2021: 75, 2020: 78].

57 % des centres (39 sur 68) ont en outre pu fournir des indications sur le genre des personnes directement concernées (dossiers). Ainsi, 94 % des personnes se sont classées sous féminin et près de 6 % sous masculin. Aucun centre ne mentionne des personnes ne se classant pas dans ces catégories. En chiffres absolus, ces pourcentages représentent 68 personnes de genre féminin, 4 de genre masculin et 0 divers.

Par rapport au total des personnes directement concernées par le domaine grossesse, les personnes enceintes de moins de 16 ans représentent à peine 0,3 % [2021: 0,4 %, 2020: 0,4 %, 2019: 0,4 %]. Par rapport aux années précédentes, le pourcentage des personnes enceintes de moins de 16 ans a même légèrement diminué (Ill. 2).

4.1.3 Conseil indépendant en matière de diagnostic prénatal

À l'exception d'un canton, tous les centres de consultation en matière de grossesse disposent d'un mandat pour le conseil indépendant en matière d'analyses prénatales¹⁵. Selon l'enquête en ligne, 210 consultations ont été menées en 2022 [2021: 466, 2020: pas de données, 2019: 2'147] et 1'334 personnes directement concernées ont bénéficié de conseils [2021: 1'074, 2020: 1'033, 2019: 1'250]. Si, en cas de données manquantes, on extrapole le nombre de consultations à l'aide du nombre de dossiers, le nombre de consultations menées en 2022 est de 1'698 (valeur moyenne 1,29). Ce nombre a diminué par rapport à l'année précédente [2021: 2'332].

40 % des centres (27 sur 68) ont pu fournir des indications sur le genre des personnes directement concernées (dossiers). Ainsi, comme l'an dernier, 99,8 % des personnes se sont classées sous féminin

et 0,2 % sous masculin. Aucun centre ne mentionne des personnes ne se classant pas dans ces catégories. En chiffres absolus, ces pourcentages correspondent à 809 personnes de genre féminin, 2 de genre masculin et 0 divers.

Tableau 2 Aperçu de l'ensemble des personnes bénéficiaires (dossiers) et des consultations en matière de grossesse (avec et sans extrapolation), 2022 (n=68)

	Dossiers (Personnes directement concernées)	Données de % des centres
Conseil en matière de grossesse ¹⁶	22'530 personnes sans extrapolation: 21'530 personnes	76 % 71 %
Personnes enceintes de moins de 16 ans	78 personnes sans extrapolation: 76 personnes	69 % 68 %
Conseil indépendant en diagnostic prénatal	1'334 personnes sans extrapolation: 1'334 personnes	53 % 51 %
Total	23'942 personnes sans extrapolation: 22'940 personnes	

	Consultations	Données de % des centres
Conseil en matière de grossesse	38'463 consultations sans extrapolation: 22'960 consultations	76 % 60 %
Personnes enceintes de moins de 16 ans	185 consultations sans extrapolation: 160 consultations	69 % 54 %
Conseil indépendant en diagnostic prénatal	1'698 consultations sans extrapolation: 210 consultations	53 % 38 %
Total	40'346 consultations sans extrapolation: 23'330 consultations	

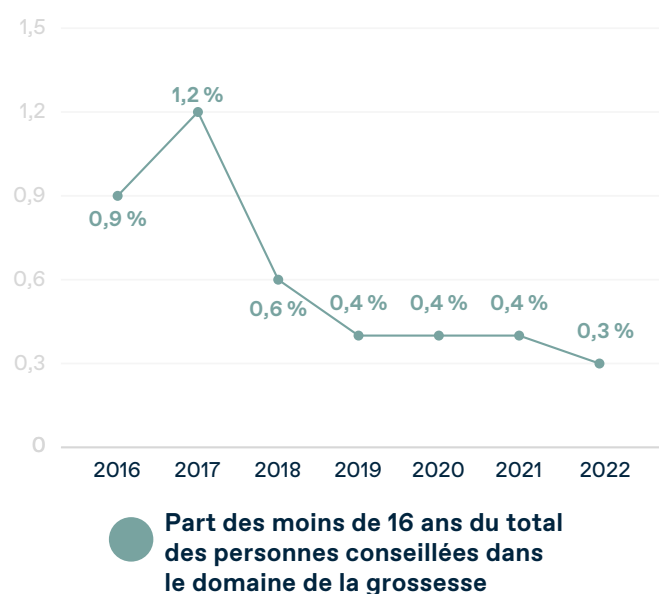
Exemple de lecture: en 2022, selon les indications de 69 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus, 78 personnes de moins de 16 ans ont été conseillées dans le domaine de la grossesse.

¹⁶ Conseil psychosocial lié aux interruptions de grossesse, grossesses ambivalentes, tests de grossesse, etc., ainsi que le conseil social durant la grossesse et après l'accouchement.

¹⁵ Base légale: loi fédérale 810.12 sur l'analyse génétique humaine, article 17.



III. 2 Pourcentage des personnes enceintes de moins de 16 ans par rapport au total des personnes directement concernées (dossiers) dans le domaine de la grossesse, 2016-2022



Exemple de lecture: dans le domaine de la grossesse, les adolescentes de moins de 16 ans n'ont représenté que 0,3 % de l'ensemble des personnes directement concernées en 2022.

4.2 Interruption de grossesse

66 centres (à savoir tous les centres de consultation en matière de grossesse reconnus qui ont participé au monitoring 2022) ont répondu à la question de savoir s'ils pratiquaient eux-mêmes des interruptions de grossesse dans leur centre ou dans leurs structures. Comme les années précédentes, un quart des centres ont pratiqué des interruptions de grossesse dans leur centre ou dans leurs structures [2021: 26 %, 2020: 25 %, 2019: 25 %]. Tous ces centres pratiquent aussi bien des interruptions de grossesse chirurgicales que médicamenteuses.

4.3 Traitement en cas d'interruption de grossesse incomplète

Tous les centres cités sous 4.2 indiquent prendre également en charge les personnes en cas d'interruption de grossesse incomplète.

4.4 Accouchement confidentiel

Dans le cadre de ce monitoring, les centres ont été interrogés pour la première fois sur le thème de l'accouchement confidentiel. 34 % des centres (23 sur 68) ont indiqué avoir reçu des demandes de conseil à ce sujet. Environ la moitié d'entre eux (13 sur 23) ont recensé le nombre de demandes de conseil. 12 centres ont fourni des informations sur les consultations effectivement réalisées. En 2022, 16 consultations (consultations en face à face, par téléphone et par mail) ont ainsi été réalisées sur le thème de l'accouchement confidentiel.

Un quart des centres souhaitent avoir plus de compétences dans le domaine de l'accouchement confidentiel. Ont été mentionnées : le souhait d'un dossier contenant des informations sur tous les processus et responsabilités, une formation, un guide cantonal ainsi qu'un feed-back des centres effectuant déjà de telles consultations.



Commentaire de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 4 : Domaine Grossesse

L'évaluation des consultations est à nouveau possible

Selon l'article 120c du code pénal, les personnes enceintes de moins de 16 ans doivent être conseillées par un centre de consultation spécialisé pour personnes mineures. Le monitoring montre que certains centres ne savent pas clairement si leur canton les a mandatés à cet effet. Nous recommandons aux centres de clarifier ce point et d'y répondre correctement lors du prochain monitoring. En outre, nous prions les centres de vérifier si les données à ce sujet, contenues dans leur inscription au [répertoire des centres de santé sexuelle](#), sont correctes.

Par rapport au nombre total des personnes conseillées, le pourcentage des personnes enceintes de moins de 16 ans a de nouveau légèrement diminué (0,3%) et se situe pour la quatrième année consécutive à un niveau très bas. Cette enquête ainsi que les statistiques annuelles des interruptions de grossesse chez les moins de 16 ans indiquent que les grossesses sont rares dans ce groupe d'âge.

Situation après la pandémie Covid-19

Au printemps 2022, toutes les mesures Covid-19 ont été levées. Les chiffres dans le domaine du conseil en matière de grossesse montrent que le nombre de personnes directement concernées (dossiers), tous domaines confondus, a légèrement augmenté en 2022 (23'942) par rapport aux deux années précédentes [2021: 21'363, 2020: 22'312]. SSCH remercie les centres pour leur engagement lors de la pandémie.

5 DOMAINE CONTRACEPTION / CONTRACEPTION D'URGENCE

5.1 Conseil dans le domaine de la prévention des grossesses

5.1.1 Conseil en contraception

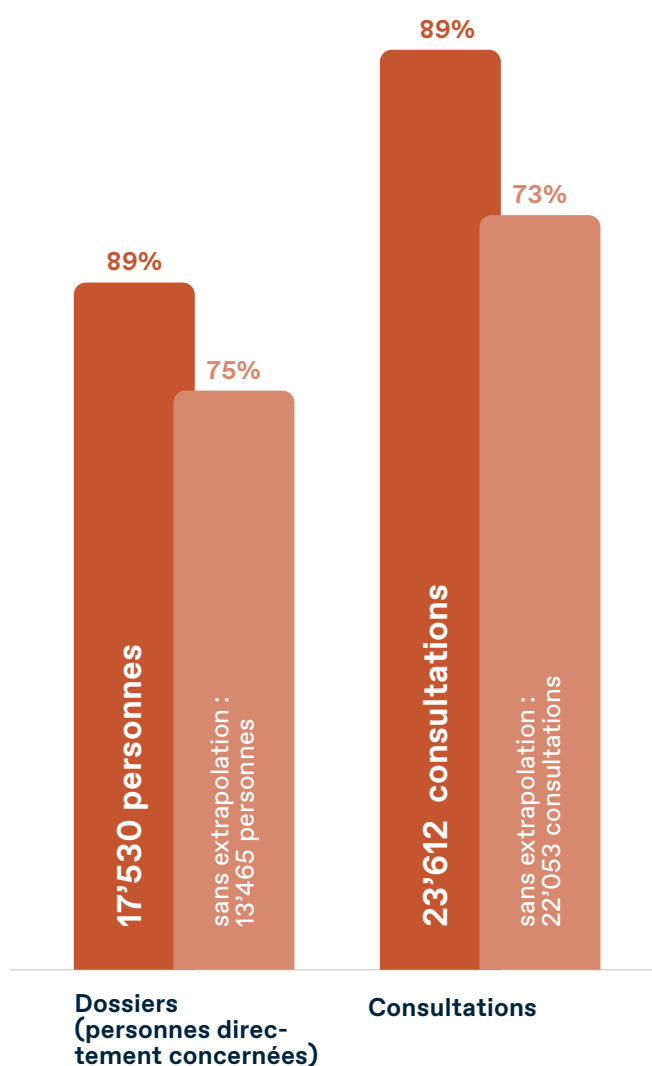
56 centres de consultation en matière de grossesse reconnus proposent également le conseil en contraception¹⁷.

Les données concernant la contraception ont été fournies par 88 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus, prestataires également dans le domaine de la contraception (56 sur 64). Les pourcentages indiqués au chapitre 5 concernent donc les centres de consultation en matière de grossesse ayant participé à l'enquête et fourni des données relatives au domaine du conseil en contraception (n=56)¹⁸.

Selon l'enquête en ligne, le nombre de consultations menées en 2022 s'élève à 22'053 et 13'465 personnes directement concernées ont bénéficié de conseils en contraception [2021: 20'533, 2020: 16'508, 2019: 21'184]. Si, en cas de données manquantes, on extrapole le nombre de consultations à l'aide du nombre de dossiers, le nombre total de consultations menées en 2022 s'élève à 23'612 [2021: 28'363]. Si, en cas de données manquantes, on évalue approximativement le nombre de personnes directement concernées ayant bénéficié de conseils en 2022 à l'aide du nombre de consultations, on atteint un total de 17'530 bénéficiaires (valeur moyenne 1,24). Ce chiffre est retombé à une valeur similaire à celle de 2020, après avoir été nettement plus élevé l'année dernière [2021: 21'186, 2020: 16'682]. Une grande partie, soit 88 % des centres (49 sur 56), proposent les consultations gratuitement.

61 % des centres (34 sur 56) ont en outre pu fournir des indications sur le genre des personnes directement concernées (dossiers). Ainsi, 92 % des personnes se sont classées sous féminin, près de 8 % sous masculin et 0,05 % sous divers. En chiffres absolus, ceci correspond à 11'139 personnes de genre féminin, 1'022 de genre masculin et 6 divers.

Tableau 3 : Aperçu des personnes directement concernées (dossiers) et des consultations dans le domaine de la prévention de la grossesse (avec et sans extrapolation), 2022 (n=56)



Exemple de lecture: selon 89% des centres de consultation en matière de grossesse reconnus, également prestataires dans le domaine de la contraception, 17'530 personnes ont eu recours à du conseil en contraception.

¹⁷ Ne sont pas compris ici les 8 centres du canton de VD (Fondation PROFA, conseil en périnatalité) qui proposent uniquement du conseil en matière de grossesse. Tous les autres centres du canton de VD proposent également du conseil en contraception.

¹⁸ Il s'agit également des services qui proposent théoriquement des conseils en matière de contraception, mais qui n'en ont pas donné.



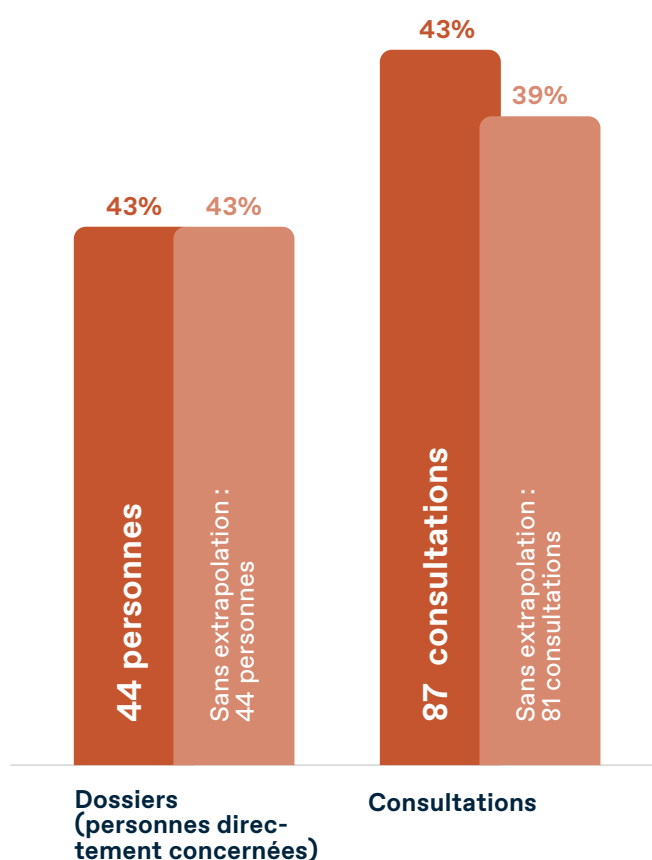
5.1.2 Conseil en contraception testiculaire alternative¹⁹

43 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus indiquent proposer du conseil en contraception testiculaire alternative. En 2022, près de 23 % ont effectivement fourni des prestations dans ce domaine [2021: 24 %, 2020: 23 %] et un total de 81 prestations de conseil ont été dispensées [2021: 99, 2020: 40]. Les données concernant les personnes directement concernées, bénéficiaires d'une consultation dans le domaine de la contraception testiculaire alternative, ont été recueillies pour la deuxième fois en 2022. Selon l'enquête en ligne, 44 personnes directement concernées (dossiers) ont bénéficié de conseils en 2022, soit deux fois moins de personnes que l'année précédente [2021: 89]. Si, en cas de données manquantes on évalue approximativement le nombre de conseils à l'aide du nombre de dossiers, ce sont 87 prestations de conseil qui ont été dispensées en 2022 [2021: 103].

Il existe dans ce domaine de grandes différences entre les régions de Suisse. Il apparaît ainsi clairement que la question de la contraception testiculaire alternative est avant tout un sujet de préoccupation en Suisse romande. On observe également que les cantons bilingues ont mené plus de consultations dans ce domaine.

Environ un quart (23 %) des centres ont indiqué qu'ils souhaitaient davantage de compétences dans le domaine de la contraception testiculaire alternative. Ont notamment été mentionnées des informations sur la disponibilité actuelle des méthodes de contraception testiculaire alternative, sur la recherche et le marché, sur les prix et le suivi, ainsi que, de manière explicite, sur la contraception testiculaire thermique.

Tableau 4: Aperçu des personnes bénéficiaires (dossiers) et des consultations dans le domaine de la contraception testiculaire alternative (avec et sans extrapolation), 2022 (n=56)



Exemple de lecture: selon les données de 43 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus, également prestataires dans le domaine de la contraception, 87 consultations en contraception testiculaire alternative ont été menées en 2022.

¹⁹ Cette année, l'enquête n'a plus posé la question de la «contraception masculine», mais celle de la «contraception testiculaire alternative». Une explication de ce changement de terminologie se trouve dans le commentaire à la fin de ce chapitre. Par «contraception testiculaire alternative», on entend toutes les méthodes de contraception qui constituent une alternative aux méthodes de contraception traditionnelles (préservatifs externes, vasectomie).



5.1.3 Moyens de contraception

64 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus ayant participé à l'enquête en ligne 2022 (36 sur 56) proposent au minimum un moyen de contraception [2021: 72 %, 2020: 57 %, 2019: 42 %]. 43 % des centres (24 sur 56) indiquent avoir prescrit des contraceptifs hormonaux [2021: 48 %, 2020: 41 %, 2019: 42 %].

Remise de préservatifs (externes, internes)

Les préservatifs externes étaient disponibles auprès de 89 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus délivrant des contraceptifs (32 sur 36) [2021: 76 %, 2020: pas de données, 2019: 42 %]. 97 % d'entre eux indiquent les remettre gratuitement ou à prix réduit [2021: 80 %, 2020: 80 %, 2019: 85 %]. Les préservatifs internes étaient disponibles auprès de 61 % des centres délivrant des contraceptifs (22 sur 36) [2021: 50 %, 2020: pas de données, 2019: 30 %]. 61 % des centres, à savoir le double de l'année précédente, les ont remis gratuitement ou à prix réduit [2021: 33 %, 2020: 33 %, 2019: 33 %] (III.3).

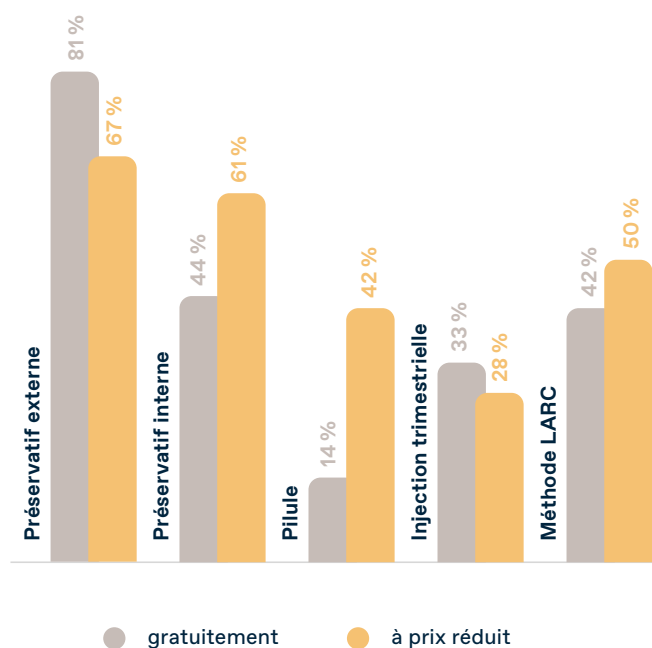
Contraceptifs hormonaux et contraceptifs réversibles de longue durée d'action

58 % des centres de consultation en matière de grossesse reconnus délivrant des contraceptifs ont proposé au minimum un contraceptif hormonal (21 sur 36). On constate ici une baisse par rapport à l'année précédente [2021: 74 %, 2020: 64 %, 2019: 42 %]. Une raison de cette baisse réside dans le taux de réponse des centres. Tous les hôpitaux n'ont par exemple pas fourni d'informations à ce sujet pour 2022. 90 % des centres délivrant des contraceptifs hormonaux (19 sur 21) ont prescrit l'injection trimestrielle ou la pilule²⁰. Tous les centres proposent les méthodes LARC²¹, c'est-à-dire des méthodes de contraception réversibles de longue durée d'action.

86 % des centres délivrant des contraceptifs (31 sur 36) disposent d'une offre de contraceptifs à prix réduit ou gratuits [2021: 83 %, 2020: 83 %, 2019: 71 %]. Les 31 centres ont tous été en mesure d'énumérer les groupes de personnes bénéficiaires: Selon les données de 61 % des centres (19 sur 31), les bénéficiaires

sont des groupes de personnes vulnérables. Les préservatifs externes sont souvent mis à la disposition de tous les groupes de personnes, dans les centres, ou sont remis sur demande. 39 % des centres (12 sur 31) indiquent que tous les groupes de personnes peuvent bénéficier des tarifs réduits. C'est deux fois plus de centres qu'en 2021 [2021: 19 %].

III. 3 Centres de consultation ayant remis des moyens de contraception à prix réduit ou gratuitement, en %, 2022 (n=36)



Exemple de lecture: les méthodes LARC étaient disponibles dans 50 % des centres de consultation en matière de grossesse proposant des moyens de contraception gratuitement ou à prix réduit.

²⁰ En raison du manque de données, il n'est pas possible d'établir une comparaison avec l'année précédente.

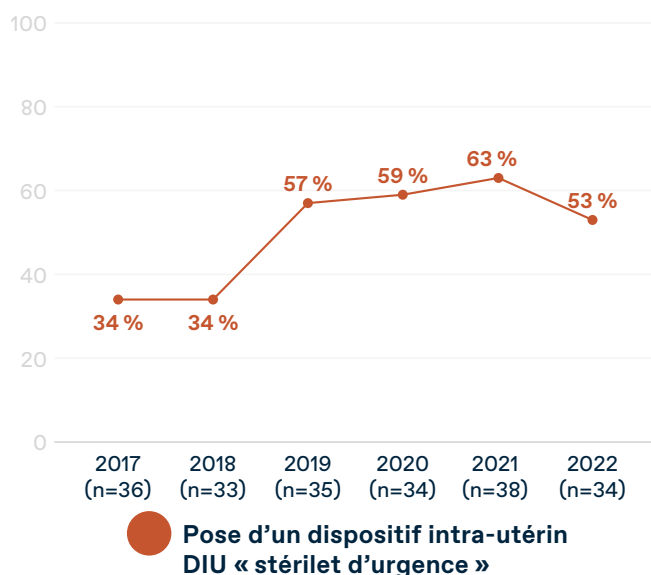
²¹ Long-Acting Reversible Contraception LARC: dispositif intra-utérin DIU ou implant.



5.2 Accès à la contraception d'urgence

61% des centres de consultation en matière de grossesse reconnus, également prestataires dans le domaine de la contraception, proposent au minimum une méthode de contraception d'urgence (34 sur 56). Ce pourcentage n'a que légèrement évolué au cours des dernières années [2021: 67%, 2020: 61%, 2019: 53%]. Presque tous ces centres, à savoir 94%, indiquent délivrer la contraception d'urgence hormonale. Auprès de la moitié des centres (53%), il était possible d'obtenir la pose d'un dispositif intra-utérin DIU (stérilet d'urgence)²² (ill. 4). 82% des centres de consultation en matière de grossesse reconnus (28 sur 34) proposent la contraception d'urgence gratuitement ou à des tarifs réduits (ill. 5).

III. 4 Pose d'un dispositif intra-utérin DIU «stérilet d'urgence», 2017- 2022

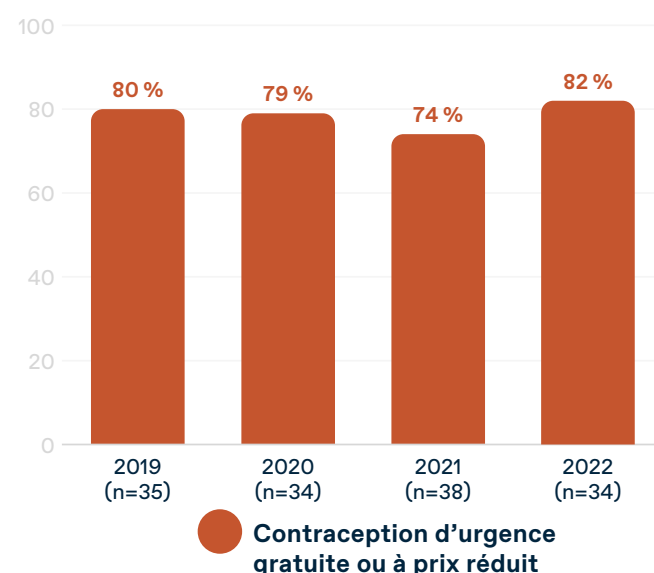


Exemple de lecture : en 2022, la pose d'un «stérilet d'urgence» est possible auprès de 53% des centres de consultation en matière de grossesse proposant la contraception d'urgence.

De ce total, 24 centres ont délivré la contraception d'urgence hormonale à un tarif réduit [2021: 24, 2020: 22, 2019: 28] et auprès de 3 centres le «stérilet d'urgence» a été posé à un tarif réduit [2021:15, 2020: 15, 2019: 1]²³. La contraception d'urgence hormonale a été remise gratuitement par 18 centres [2021:10, 2020: 7]²⁴. Il convient de mentionner que les centres de consultation en matière de grossesse reconnus peuvent bénéficier d'un tarif spécial du fabricant d'UPA et de LNG (produits originaux), négocié par SSCH. De plus, les prestations de conseil auprès des centres sont gratuites. De cette manière, les coûts facturés aux personnes bénéficiaires devraient en tous les cas être plus avantageux que les tarifs des pharmacies.

68% des centres (23 sur 34) ont pu indiquer les groupes de personnes bénéficiaires: La contraception d'urgence gratuite est principalement délivrée aux groupes de personnes vulnérables. Les personnes ayant des difficultés financières, les personnes en situation de précarité ainsi que les jeunes et les moins de 25 ans ont été explicitement mentionnés.

III. 5 Centres offrant une contraception d'urgence gratuite ou à prix réduit en %, 2019 - 2022



Exemple de lecture : en 2022, 82% des centres de consultation en matière de grossesse reconnus délivrent la contraception d'urgence gratuitement ou à prix réduit.

22 Ces centres se trouvent dans les cantons suivants : BE, BS, FR, VD, ZH.

23 Ces centres se trouvent dans les cantons suivants : BE, FR.

24 Ces centres se trouvent dans les cantons suivants : BE, JU, NE, TI, VD.



Commentaire de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 5: Domaine Contraception

Conseil en contraception

Le nombre total de consultations en matière de contraception a connu de fortes variations ces dernières années. En 2020, les consultations en matière de contraception ont fortement diminué par rapport aux années précédentes (16'508). En 2021, elles sont remontées à un niveau comparable aux années avant 2020 (22'168). En 2022, elles ont à nouveau baissé, passant même en dessous du niveau de 2020. Une explication se trouve dans les variations du taux de réponse des dix hôpitaux du canton de Zurich. Les années où leurs données manquent, cela pèse fortement dans la balance en raison de leur taille.

Contraception testiculaire alternative

Cette année, le monitoring n'a plus posé la question de la «contraception masculine», mais celle de la «contraception testiculaire alternative». Cela s'explique par le fait qu'il existe des personnes avec un pénis qui ne se définissent pas comme des hommes ou masculins, par exemple les femmes trans, les personnes non-binaires, agenres ou en partie intersexes. SSCH a décidé de parler de «contraception testiculaire» dans ce contexte.

Le nombre de services proposant des consultations sur la contraception testiculaire alternative est resté le même. Le nombre de consultations effectivement réalisées et le nombre de personnes conseillées ont diminué. Les centres souhaitent expressément disposer de plus de compétences et connaissances sur ce thème.

Remise de moyens de contraception

L'évolution de la distribution gratuite de moyens de contraception est particulièrement réjouissante. Les centres qui proposent de moyens de contraception à prix réduit ou gratuitement sont à nouveau en augmentation (86%) [2021: 83%]. Presque tous les centres (97%) ont distribué des préservatifs externes gratuitement ou à prix réduit, alors qu'ils n'étaient que 80% en 2021. La distribution de préservatifs internes gratuits a également doublé l'année dernière (de 33% à 61%). Les raisons de ce doublement ne sont toutefois pas claires.

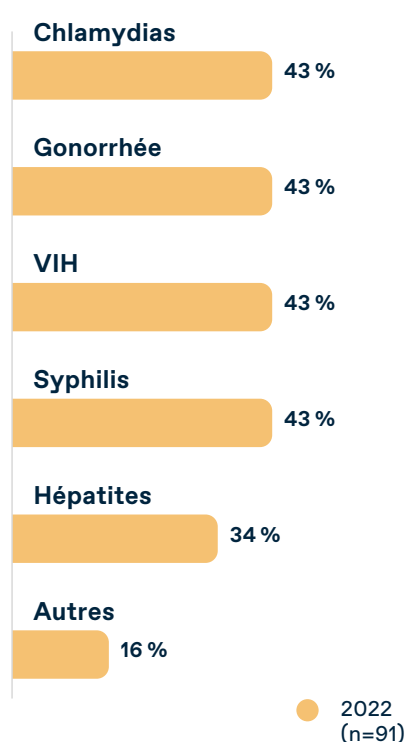
Contraception d'urgence

L'offre d'au moins une méthode de contraception d'urgence a certes légèrement diminué par rapport à l'année précédente, mais reste élevée (61% des centres). Dans le domaine de la contraception d'urgence, les offres à prix réduit sont également en augmentation: 82% des centres ont indiqué qu'ils proposent la contraception d'urgence gratuitement ou à prix réduit. Cette évolution est réjouissante, car elle profite principalement à des groupes de personnes vulnérables.

6 DOMAINE INFECTIONS SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLES (IST)

Les 73 centres de consultation en matière de grossesse reconnus ainsi que, pour la première fois, les 17 autres services ont reçu le questionnaire pour répondre à ce domaine thématique²⁵. 56 % des centres et services ayant participé à l'enquête (51 sur 91) indiquent avoir une activité de conseil dans le domaine des IST. 43 % avaient une offre de dépistage des IST (ill. 6). Les années précédentes, seuls les centres de consultation en matière de grossesse reconnus avaient été interrogés sur le thème des IST, et environ la moitié d'entre eux proposaient une offre de dépistage des IST [2021 : 53 %, 2020 : 51 %, 2019 : 53 %].

III. 6 Centres proposant le dépistage des IST, 2022. Par IST. % de l'ensemble des centres



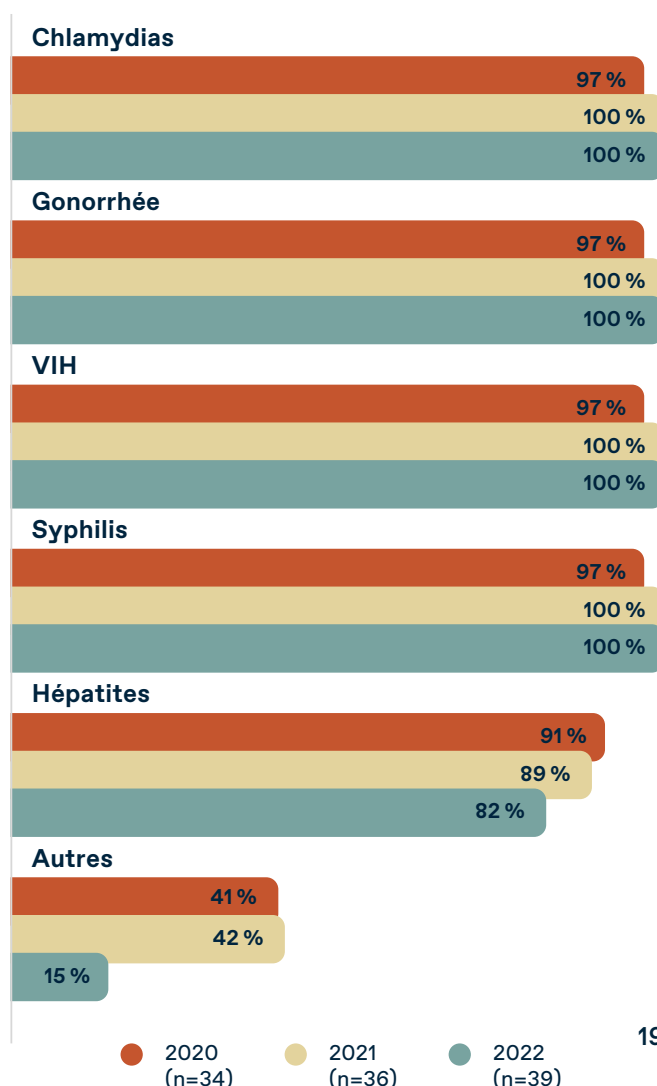
Exemple de lecture : en 2022, 34 % de l'ensemble des centres ont proposé le dépistage des hépatites.

²⁵ Des explications précises à ce sujet figurent au chapitre 3.2.1 et dans le tableau 1.

6.1 Dépistage des infections sexuellement transmissibles

Les questions de l'enquête portaient sur le dépistage des infections sexuellement transmissibles dites des « Big Five », soit le VIH, la syphilis, les hépatites, la gonorrhée et les chlamydias. Tous les centres et services proposant une offre de dépistage ont effectué des tests de chlamydias, gonorrhée, VIH et syphilis. 82 % ont en plus testé les hépatites (32 sur 39). 38 % des centres et services (15 sur 39) ont proposé d'autres dépistages d'infections sexuellement transmissibles. Ont été mentionnés, les tests concernant les ureaplasma, les mycoplasma, la lymphogranulomatose vénérienne, le HSV et le papillomavirus. (III. 7).

III. 7 Centres proposant une offre de dépistage des IST. Par IST. En % des centres proposant le dépistage, en comparaison, 2020 - 2022

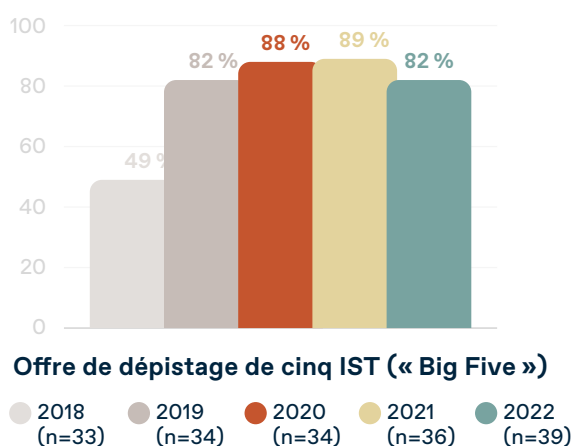




On peut en conclure que dans les centres proposant le dépistage, il est généralement possible d'effectuer des tests pour au moins 4 IST différentes, voire 5 dans la plupart des cas (32 sur 39).

La tendance vers une offre de dépistage permettant de tester l'ensemble des « Big Five » s'est encore confirmée en 2022. Avec 82 %, l'offre pour les « Big Five » a légèrement diminué par rapport à l'année précédente (III. 8). Cela s'explique par le fait que cette année, pour la première fois, les autres services ont également été interrogés sur le thème des IST. En chiffres absolus, le nombre de centres proposant des tests pour les « Big Five » est resté inchangé, soit 32.

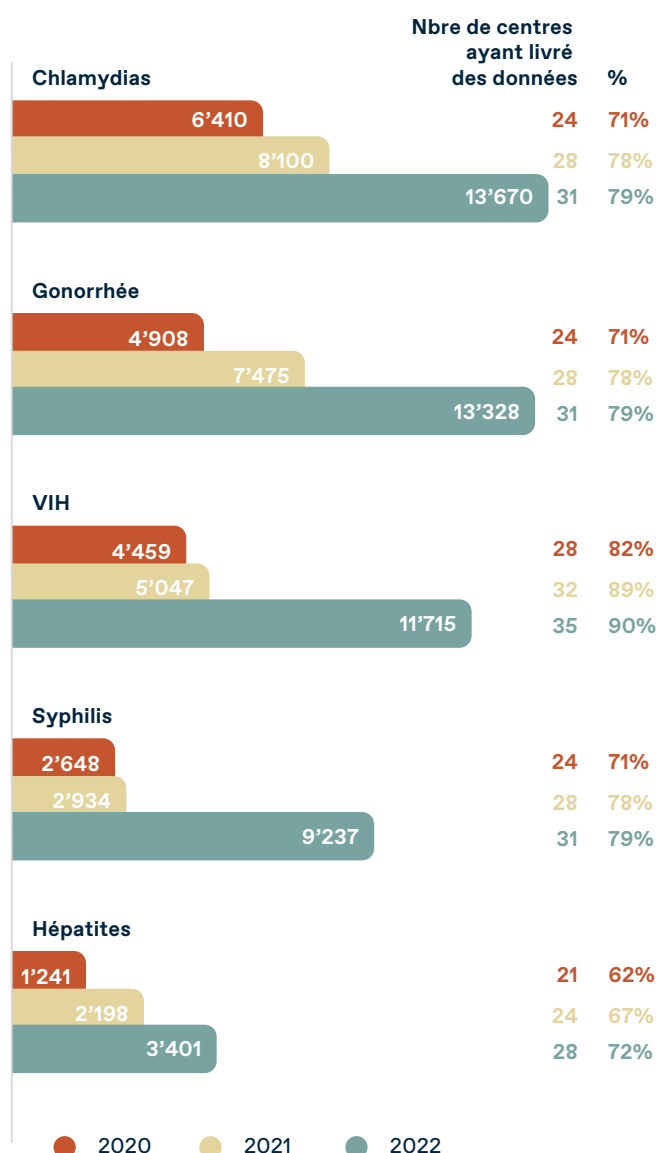
III. 8 Offre de dépistage de 5 IST (« Big Five ») par les centres de consultation en matière de grossesse en % en comparaison des années 2018 - 2022



Exemple de lecture: 82 % des 39 centres proposant le dépistage des IST en 2022 proposent le dépistage de cinq IST: VIH, gonorrhée, chlamydias, syphilis, hépatites.

En chiffres absolus, 39'636 tests IST ont été effectués en 2022, soit une nette augmentation par rapport aux années précédentes [2021: 25'754, 2020: 19'666, 2019: 20'508]. Cela s'explique notamment par le fait que davantage de centres ont fourni des informations à ce sujet que précédemment (tableau 5). Cette année encore, les centres n'ont toutefois pas tous saisi dans l'enquête en ligne des données complètes sur le dépistage des IST. Les centres rattachés à des hôpitaux, en particulier, n'ont souvent pas fourni de données à ce sujet. Les centres indépendants des hôpitaux ont tendance à livrer des informations sur le nombre de tests IST effectués. Dans l'ensemble, les centres livrant des données sur le dépistage des IST sont en constante augmentation.

Tableau 5 : Par IST: nombre de centres ayant livré des données sur le dépistage des IST et nombre de tests IST effectués en comparaison des années 2019-2022



Exemple de lecture: en 2022, 31 centres de consultation en matière de grossesse ont effectué 13'670 tests de chlamydias. 79 % des centres qui testent les IST ont livré des données.



64% des centres (25 sur 39) ont fourni des données sur les personnes testées [2021: 81%, 2020: 68%, 2019: 88%]. C'est nettement moins que les années précédentes – tout en tenant compte du fait que, pour la première fois, les autres services membres de SSCH ont aussi été interrogés. En chiffres absolus, dans les 25 centres ayant fourni des données, 13'952 personnes ont été testées [2021: 7'813, 2020: 6'794]. 88% des centres ayant fourni des données sur les personnes testées (22 sur 25) ont fourni des précisions sur le genre des personnes testées [2021: 76%, 2020: 62%]. Ainsi, 40% des personnes se sont enregistrées sous féminin, 59% sous masculin, 1% sous divers. Ce qui, en chiffres absolus, correspond à 4'027 personnes de genre féminin [2021: 4'036, 2020: 2'852, 2019: 4'089], 5'854 de genre masculin [2021: 3'088, 2020: 2'704, 2019: 2'934] et 73 divers [2021: 7, 2020: 2, 2019: 0].

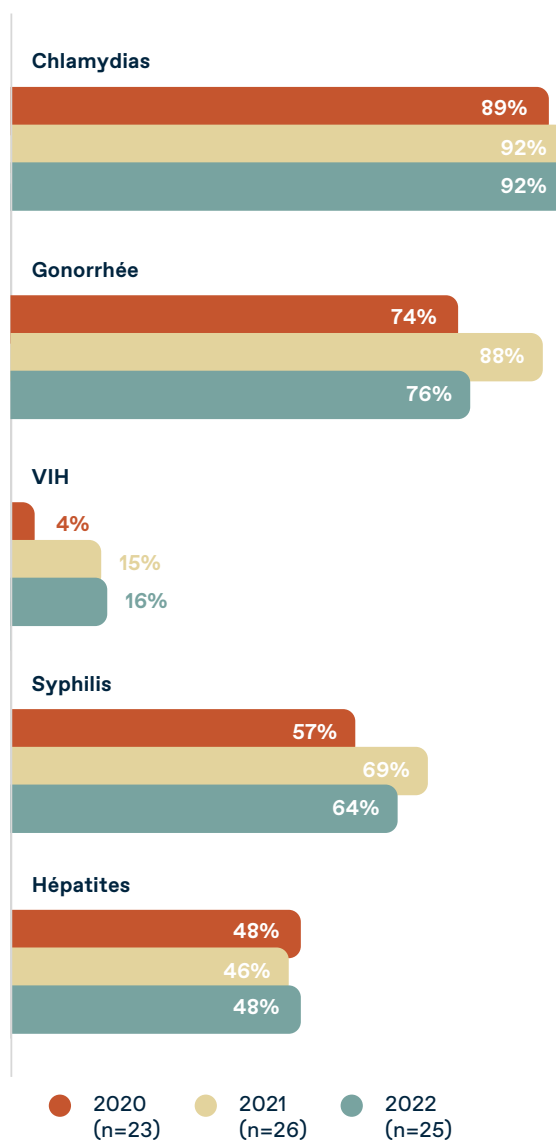
6.2 Traitement des infections sexuellement transmissibles

Du total des centres et service ayant participé à l'enquête, 37% ont proposé le traitement d'au moins une IST [2021: 38%, 2020: 34%, 2019: 33%]. Les questions portaient sur le traitement des infections sexuellement transmissibles dites des «Big Five», soit le VIH, la syphilis, les hépatites, la gonorrhée et les chlamydias.

Des centres et services proposant le traitement des IST, 92% ont traité les chlamydias et 76% la gonorrhée. 64% indiquent traiter les infections de la syphilis et 48% proposent le traitement des hépatites. Le traitement du VIH est possible auprès de 16% des centres (III. 9). Plus de la moitié des centres mentionne le traitement d'«autres IST». Ont été mentionnés les ureaplasma, les mycoplasma, les papillomavirus humains et l'herpès génital.

60% des centres proposant des traitements (15 sur 25) ont enregistré le nombre de traitements [2021: 50%]. Le nombre de traitements effectués a légèrement augmenté par rapport à l'année précédente. Au total, 579 traitements ont été administrés [2021: 498].

III. 9 Centres proposant le traitement des IST, 2022. Par IST. En %, centres proposant une offre de traitement des IST, en comparaison des années 2020 - 2022



Exemple de lecture: des centres proposant le traitement des IST, 92% ont traité les chlamydias en 2022.



Commentaire de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 6: Domaine Infections sexuellement transmissibles

Offre de dépistage des IST

Pour la première fois cette année, les autres services membres de SSCH ont également reçu le questionnaire sur les IST. Les résultats pour 2022 ne sont donc que partiellement comparables à ceux des années précédentes. Ce que l'on peut néanmoins retenir: la tendance à une large offre de dépistage s'est encore confirmée en 2022. Ceci contribue à atteindre les objectifs de l'OMS visant à éliminer l'hépatite et le VIH, objectifs qui ont été intégrés au programme NAPS dès 2024.

Nombre de tests

Le nombre de tests IST effectués en 2022 est nettement plus élevé qu'en 2021. Cela s'explique notamment par l'extension des entités interrogées, de plus en plus de centres et services fournissant ainsi des informations sur le nombre de tests effectués.

Dans le même temps, les centres ayant indiqué le nombre de personnes testées sont moins nombreux que l'an dernier. En chiffres absolus, 13'952 personnes ont été testées dans les 25 centres ayant fourni des informations à ce sujet. C'est presque deux fois plus que l'année précédente [2021: 7'813].

Dans l'ensemble, on constate donc une nette augmentation, tant du nombre de tests que du nombre de personnes testées. Se faire dépister et traiter devient de plus en plus la norme, notamment grâce à l'amélioration constante de l'accès à ces tests. En Suisse romande par exemple, le prix des tests de dépistage des IST a baissé. Un autre facteur qui augmente l'accessibilité est notre [Répertoire des centres de santé sexuelle](#). Il permet de rechercher de manière ciblée les centres où il est possible d'obtenir des conseils sur les IST, les dépistages ou les traitements.

Il est réjouissant de constater que les centres sont de plus en plus nombreux à enregistrer le genre des personnes qu'ils conseillent. Cela a notamment pour effet que le nombre de personnes testées s'identifiant comme divers a considérablement augmenté (de 7 à 73 personnes).

Traitement

Le nombre de centres proposant le traitement d'au moins une IST n'a que très peu évolué (de 38 % à 37 %). L'offre de traitement de la gonorrhée et de la syphilis a légèrement diminué, celle de traitement des hépatites et du VIH a en revanche augmenté. En 2022, le monitoring a pu fournir pour la deuxième fois des données sur le nombre de traitements, soit 579. Ce nombre a légèrement augmenté par rapport à l'année précédente [2021: 498].

7 DOMAINE ÉDUCATION SEXUELLE / FORMATION À LA SANTÉ SEXUELLE

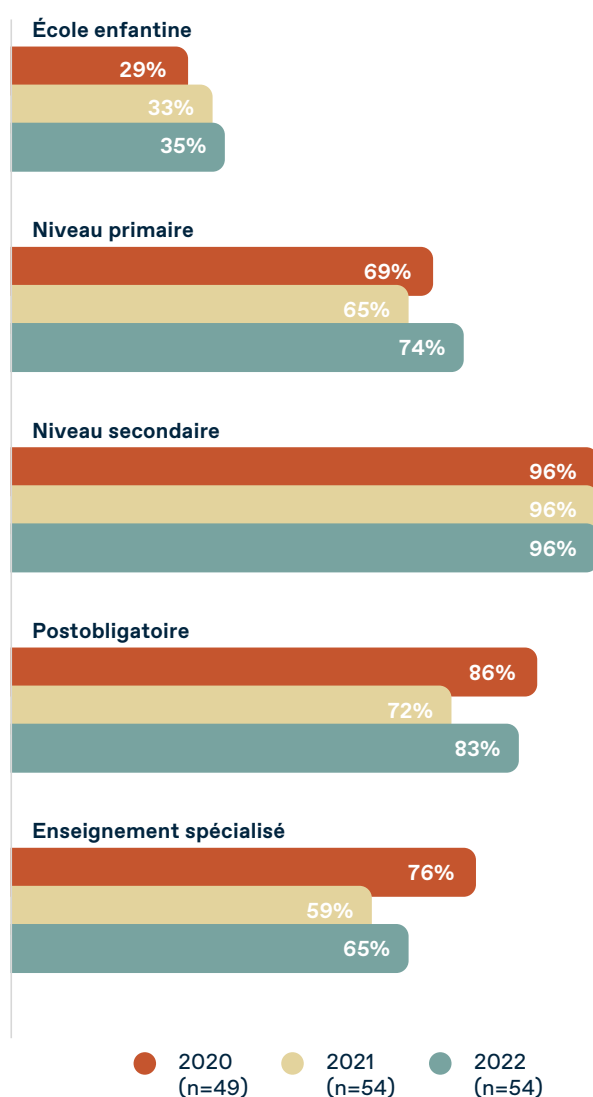
Les 73 centres de consultation en matière de grossesse reconnus ainsi que 24 autres services spécialisés, prestataires dans le domaine de l'éducation sexuelle, ont été invités à répondre au questionnaire de ce domaine thématique²⁶. Des 91 centres et services ayant participé à l'enquête en ligne 2022, 71 d'entre eux indiquent fournir des prestations dans le domaine de l'éducation sexuelle, dont 76 % en milieu scolaire [2021: 77 %, 2020: 72 %] et 80 % en milieu extrascolaire [2021: 75 %, 2020: 75 %]. 61 % des centres et services proposent des prestations aussi bien en milieu scolaire qu'en milieu extrascolaire, 16 % uniquement en milieu scolaire et 20 % uniquement en milieu extrascolaire.

7.1 Éducation sexuelle en milieu scolaire

7.1.1 Offre de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire

L'évaluation des données de l'enquête en ligne 2022 confirme à nouveau que c'est au niveau de l'école enfantine²⁷ que l'offre de prestations est la moins importante (III. 10). 35 % des centres et services proposant une offre de prestations en milieu scolaire interviennent au niveau de l'école enfantine, et ce dans 8 cantons: BL, FR, GR, JU, SG, TG, VS, NE. C'est au niveau secondaire avec 96 % et au niveau postobligatoire avec 83 % que les centres continuent à être les plus engagés. 74 % des centres proposent des prestations au niveau primaire, 65 % dans le domaine de l'enseignement spécialisé. Environ deux tiers (65 %) des centres intervenant en milieu scolaire (35 sur 54) étaient au bénéfice d'un mandat [2021: 76 %, 2020: 73 %, 2019: 71 %].

III. 10 Offre de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire. En comparaison des années 2020 - 2022



Exemple de lecture: 74 % des centres et services proposant des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire indiquent avoir proposé en 2022 une offre au niveau primaire.

²⁶ Des explications précises à ce sujet figurent au chapitre 3.2.1 et dans le tableau 1.

²⁷ Par école enfantine, on entend la première et la deuxième année scolaire (selon HARMOS). Comme la terminologie HARMOS n'est pas encore appliquée dans toute la Suisse, nous avons utilisé le terme d'école enfantine.



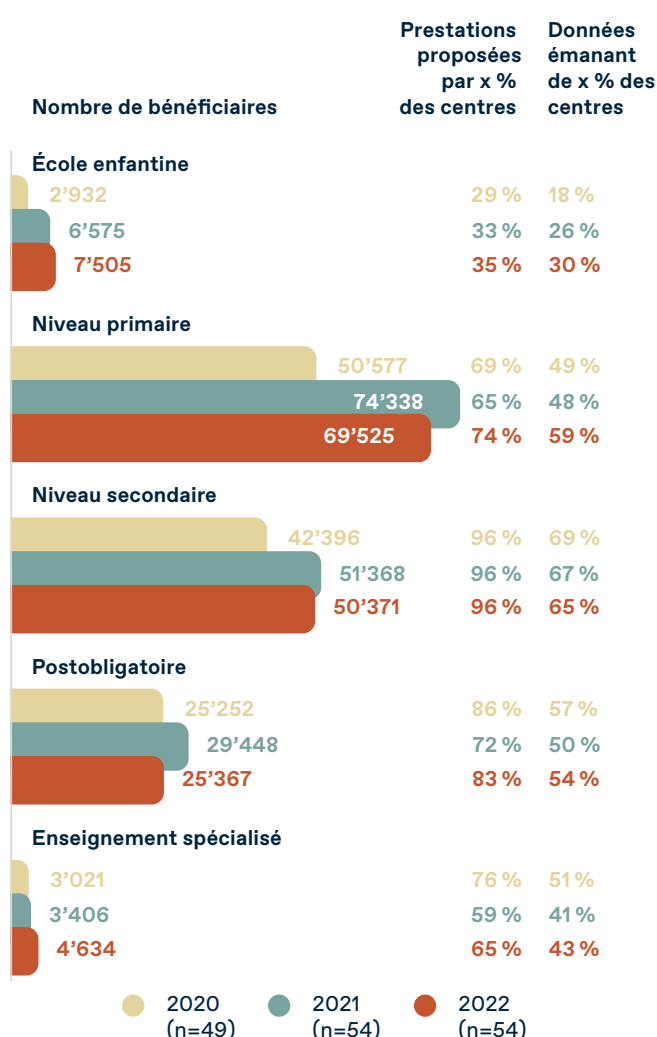
7.1.2 Prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire

Total des bénéficiaires de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire: 89 % des centres (48 sur 54) ont fourni des données sur le total des personnes concernées [2021: 81%, 2020: 90%, 2019: 87%]. 177'478 enfants, adolescent-es ou jeunes adultes ont ainsi bénéficié des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire (école enfantine, niveau primaire, niveau secondaire, postobligatoire et enseignement spécialisé). Le nombre reste presque inchangé par rapport à l'année dernière [2021: 178'836, 2020: 147'294, 2019: 157'666].

Nombre de bénéficiaires par niveau: selon les données de 30 % des centres, 7'505 enfants au niveau de l'école enfantine, 69'525 enfants au niveau primaire, 50'371 adolescent-es au niveau secondaire et 25'367 adolescent-es en milieu scolaire postobligatoire ont bénéficié des prestations. Dans le domaine de l'enseignement spécialisé, 4'634 enfants et adolescent-es ont bénéficié des prestations de 43 % des centres (tableau 6).

Genre des bénéficiaires: 39 % des centres et services (21 sur 54) ont pu fournir des données sur le genre. 28 % des centres et services (14 sur 54) – soit près du double de l'an passé [2021: 17%] – ont pu fournir des données sur les élèves qui ne se classent pas dans cette catégorisation binaire. Ainsi, 48 % des bénéficiaires se sont classé-es sous féminin, 52 % sous masculin et 0,1% sous divers. En chiffres absolus: 8'926 sous féminin [2021: 8'276, 2020: 23'705, 2019: 4'662], 9'616 sous masculin [2021: 8'517, 2020: 24'396, 2019: 4'715] et 12 sous divers [2021: 18, 2020: 17, 2019: 2].

Tableau 6: Nombre de bénéficiaires de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire. Chiffres obtenus 2020 - 2022



Exemple de lecture: en 2022, 74 % des centres et services proposant des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire sont intervenus au niveau primaire. 59 % ont fourni des données sur le nombre de bénéficiaires (total 69'525 bénéficiaires).



7.1.3 Lieux d'intervention concernant l'éducation sexuelle en milieu scolaire

62 % des centres et services (32 sur 52) ayant fourni des données relatives aux lieux d'intervention de l'éducation sexuelle en milieu scolaire indiquent être intervenus exclusivement dans les écoles [2021: 44 %, 2020: 65 %, 2019: 52 %] et 4 % (2 sur 52) exclusivement dans leurs propres locaux [2021: 4 %, 2020: 0 %, 2019: 5 %]. 31 % des centres (16 sur 52) sont intervenus tant dans les écoles que dans leurs propres locaux [2021: 46 %, 2020: 31 %, 2019: 41 %]. 21 % des centres et services (11 sur 52) mentionnent d'autres lieux, par exemple les locaux d'un hôpital, les institutions spécialisées, les groupes de jeunes et leurs institutions, les foyers ou les salles de séminaire externes [2021: 24 %, 2020: 6 %, 2019: 11 %].

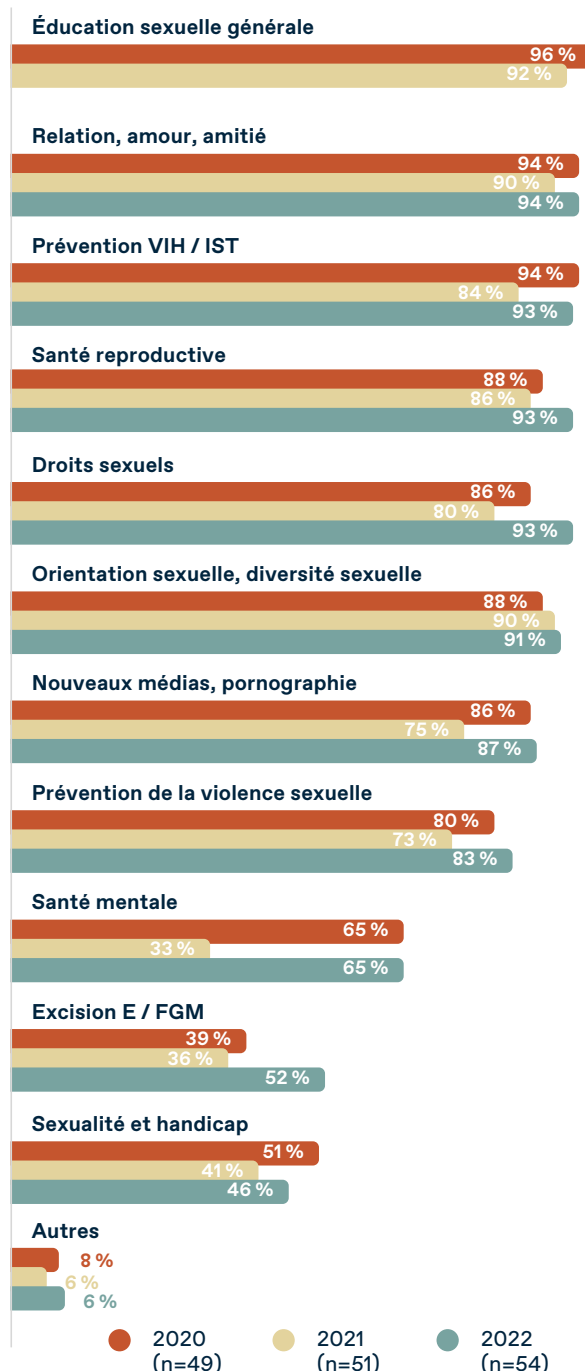
7.1.4 Thèmes prioritaires d'éducation sexuelle abordés en milieu scolaire

Les thèmes prioritaires mentionnés par les centres prestataires d'éducation sexuelle en milieu scolaire (n=54) n'ont pas beaucoup changé depuis 2016²⁸. « Relation, amour, amitié » (94 %), « Santé reproductive » (93 %), « Droits sexuels » (93 %) et « Prévention VIH / IST » (93 %), suivi de « Orientation sexuelle, diversité sexuelle » (91 %). 9 % des centres ont fourni des données sous « Autres thèmes », dont « Consentement », « Sexualité et Plaisir », « Stéréotypes de genres », « Questions ouvertes des jeunes – par exemple sur les menstruations et la taille du pénis » et « Circoncision » (III. 11).

Dans l'ensemble, ces résultats montrent une fois de plus cette année que l'éducation sexuelle proposée par les centres et services de santé sexuelle ne se limite pas à la seule prévention des risques, mais s'inscrit dans une approche holistique de l'éducation sexuelle.

Remarque: les thèmes prioritaires abordés par les divers centres prestataires, mentionnés sur le site www.educationsexuelle-ecole.ch, émanent des données de ce monitoring.

III. 11 Thèmes prioritaires abordés dans les interventions d'éducation sexuelle en milieu scolaire en comparaison des années 2020 - 2022



Exemple de lecture: 94 % des centres et services proposant des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire mentionnent « Relation, amour, amitié » comme un des thèmes prioritaires en 2022.

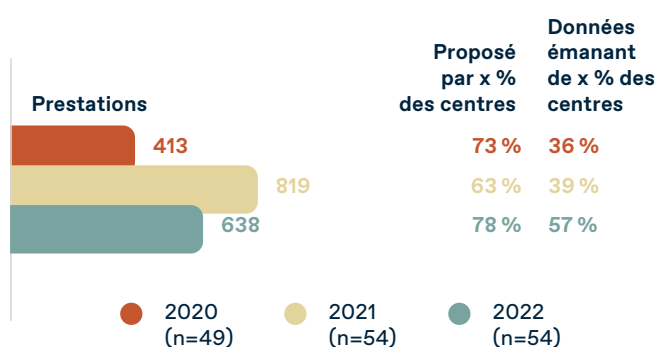
28 Plusieurs mentions possibles. Le thème prioritaire « Éducation sexuelle générale » a disparu pour la première fois en 2022. La barre correspondante manque donc dans les illustrations 11 et 14.



7.1.5 Conseil spécialisé au personnel enseignant

Les centres et services ont eu la possibilité de mentionner s'ils avaient fourni du conseil spécialisé au personnel enseignant. 78 % des centres prestataires en milieu scolaire (42 sur 54) ont répondu positivement [2021: 63 %, 2020: 73 %, 2019: 46 %]. 57 % d'entre eux (24 sur 42) ont fourni des données sur le nombre de prestations fournies en ce domaine, à savoir un total de 638 (tableau 7).

Tableau 7 : Nombre de prestations en conseil spécialisé au personnel enseignant. Données saisies 2020 - 2022



7.1.6 Conseil spécialisé aux parents

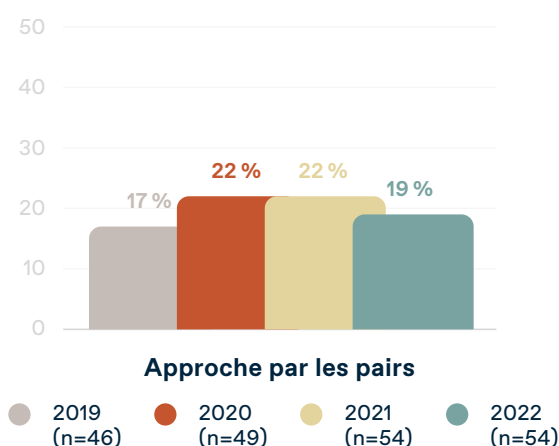
Pour la première fois cette année, les centres et services ont pu mentionner s'ils offraient du conseil spécialisé aux parents. 85 % des centres prestataires en milieu scolaire (46 sur 54) disposaient d'une telle offre. 2 centres ont déclaré ne pas le savoir. Plus de la moitié (54 %) des centres et services (25 sur 46) ont indiqué le nombre de consultations qu'ils avaient effectuées, soit un total de 1'044 conseils.

7.1.7 Approche par les pairs en milieu scolaire

19 % des centres (10 sur 54) prestataires d'éducation sexuelle en milieu scolaire ont proposé une approche par les pairs en 2022 [2021: 22 %, 2020: 22 %, 2019: 17 %] (ill. 12). L'un de ces services « GLL – das andere Schulprojekt » propose exclusivement des consultations par les pairs et a participé pour la première fois au monitoring cette année. Ces 10 centres sont situés dans les 5 cantons SG, GR, VS, NE, FR. 4 d'entre eux ont fourni des données sur le nombre d'élèves [2021: 5, 2020: 4, 2019: 6]. Selon les données de ces 4 centres, 7'541 élèves ont bénéficié de cette offre en 2022 [2021: 5'070, 2020: 5'719, 2019: 2'216].

Le prestataire le plus important en 2022 est Générations Sexualités Neuchâtel (GSN) à Neuchâtel. De nombreux élèves ont aussi pu profiter de l'offre du Centre Empreinte/le tremplin à Fribourg et de l'Antenne Sida et questions sexuelles St-Gall²⁹.

III. 12 Approche par les pairs en milieu scolaire 2020 - 2022



Exemple de lecture: en 2022, 19 % des centres prestataires d'éducation sexuelle en milieu scolaire ont également proposé la possibilité d'une approche par les pairs.

7.2 Formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire (de 15 ans aux seniors)

7.2.1 Offre de prestations d'éducation sexuelle et de formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire

Au total, 80 % des centres et services (57 sur 71) ayant participé à l'enquête en ligne 2022 proposent des prestations d'éducation et de formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire [2021: 75 %, 2020: 75 %, 2019: 79 %]. 39 % de ces centres (22 sur 57) sont au bénéfice d'un mandat [2021: 64 %, 2020: 35 %, 2019: 43 %]. 20 % des centres interviennent exclusivement en milieu extrascolaire [2021: 26 %, 2020: 25 %, 2019: 26 %].

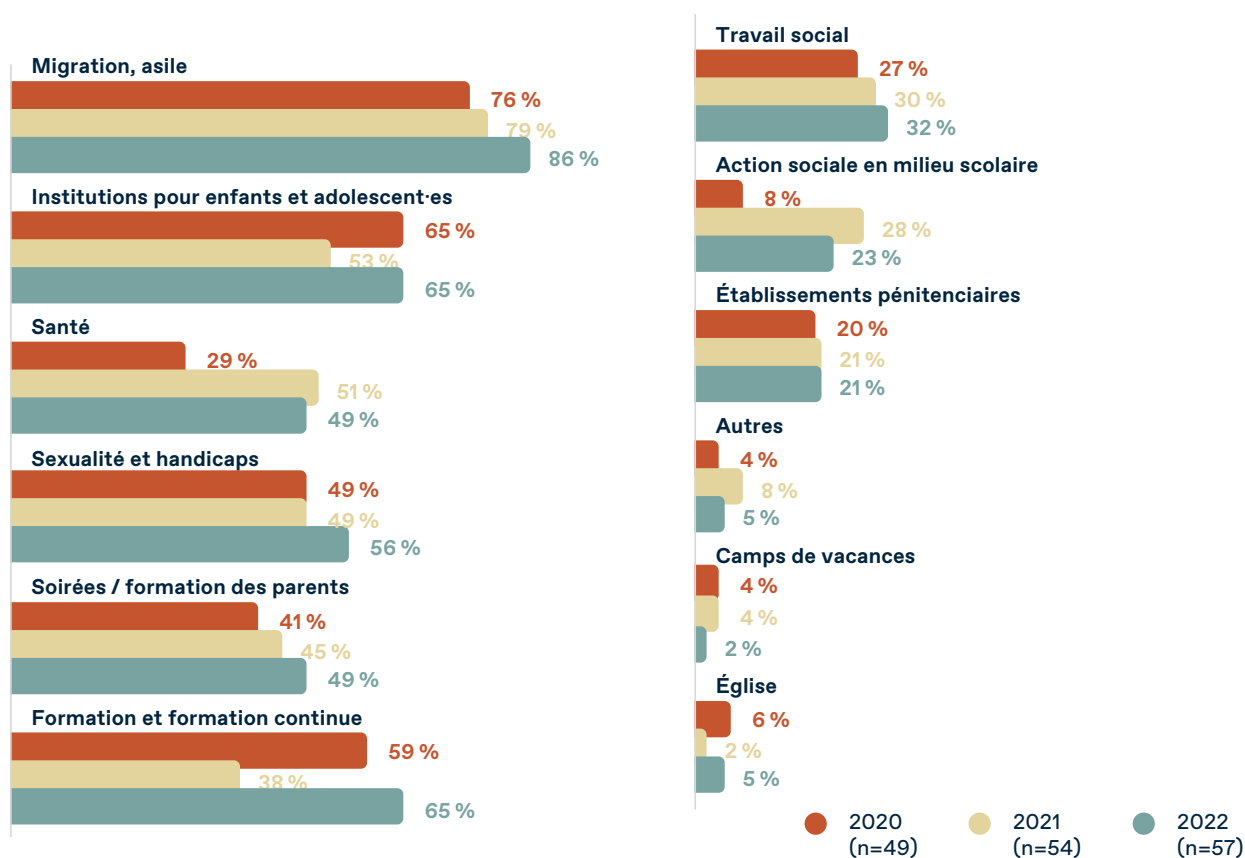
²⁹ Les années précédentes, le plus grand prestataire a toujours été la Fondation PROFA dans le canton de Vaud avec son projet « Georgette in Love ». Cette année, les données de ce prestataire manquent, ce qui pèse nettement sur les chiffres.



7.2.2 Nombre de centres prestataires en milieu extrascolaire par cadre d'intervention (setting)

Des 57 centres prestataires en milieu extrascolaire, 43 d'entre eux ont enregistré le nombre de bénéficiaires, soit un total de 18'219 [2021: 7'802, 2020: 3'141, 2019: 9'562]. 39% des centres ont pu fournir des données sur le genre masculin ou féminin (22 sur 57). 35% des centres ont également pu fournir des données sur les élèves ne se classant pas dans cette catégorisation binaire (20 sur 54). Ainsi, 51% se sont classées sous féminin, 49% sous masculin et aucun-e sous divers. En chiffres absolus, ceci représente 1'738 bénéficiaires de genre féminin, 1'689 de genre masculin et 0 sous divers.

III. 13 Nombre de centres prestataires en milieu extrascolaire par cadre d'intervention, en comparaison des années 2020 - 2022



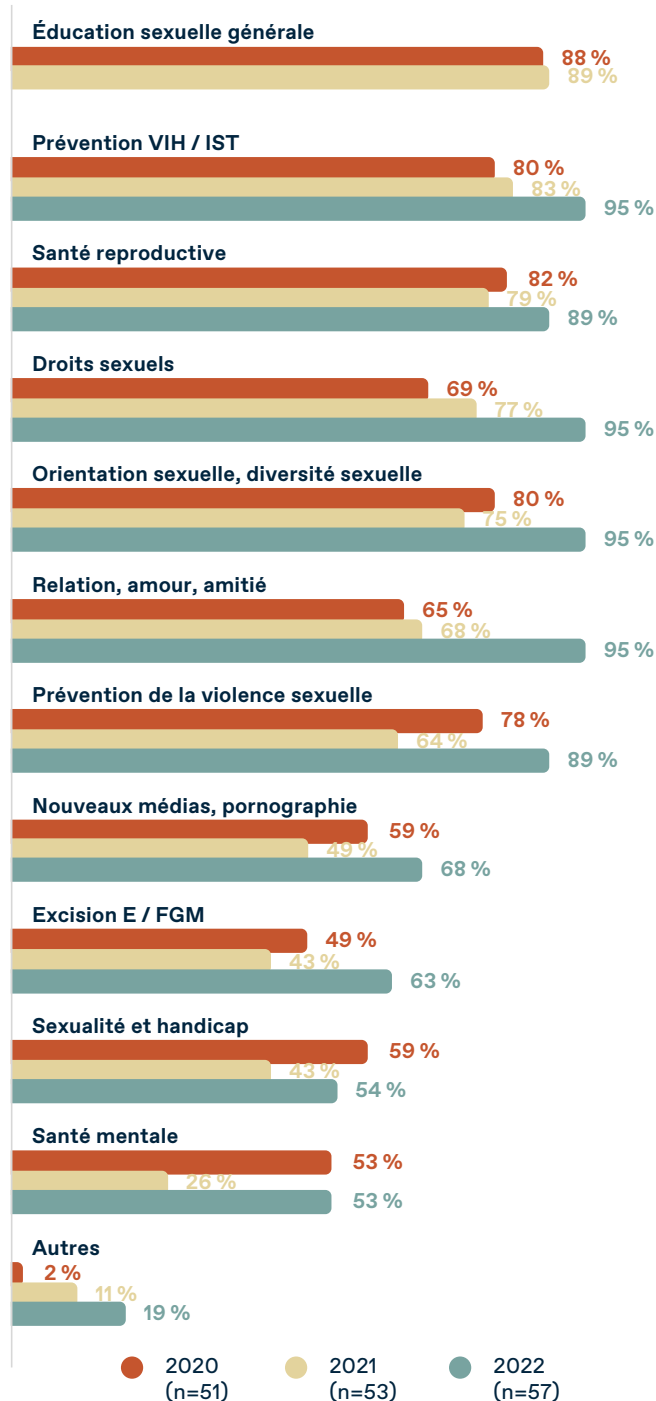
Exemple de lecture : en 2022, 65% des centres prestataires proposant une offre d'information et d'éducation sexuelle en milieu extrascolaire ont fourni des prestations dans le cadre d'intervention «Institutions pour enfants et adolescent-es», alors qu'en 2021 le pourcentage était de 53%.



7.2.3 Thèmes prioritaires abordés dans les interventions d'éducation sexuelle en milieu extrascolaire

Des centres et services proposant des prestations d'éducation et de formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire, la presque totalité (95 % des 57) a mentionné les thèmes suivants comme quatre thèmes prioritaires : « Prévention VIH / IST », « Relation, amour, amitié », « Orientation sexuelle, diversité sexuelle » et « Droits sexuels ». Voir la comparaison des thèmes prioritaires 2019-2022 sous III. 14.

III. 14 Thèmes prioritaires abordés en milieu extrascolaire en comparaison des années 2020 - 2022



Exemple de lecture: le thème prioritaire «Droits sexuels» a été mentionné en 2022 par 95% des centres et fait partie cette année encore des quatre thèmes les plus importants.

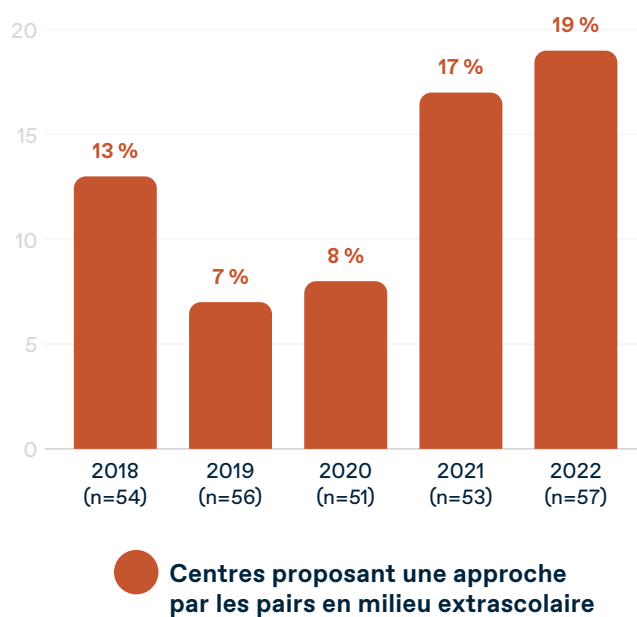


7.2.4 Approche par les pairs en milieu extrascolaire

À la question de savoir si les centres avaient fourni des prestations d'éducation sexuelle et de formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire selon l'approche par les pairs, 11 centres ont répondu par l'affirmative dans les cantons de VD, (Centre de Prévention VIH/IST), GE (Unité de santé sexuelle et planning familial Genève), BE (Antenne Sida Berne), SG (Antenne Sida et questions sexuelles St-Gall), GR (Antenne Sida Grisons), VS (Centres SIPE du Valais, Antenne Sida du Haut-Valais). 19 % des centres disposent ainsi d'une offre par les pairs, soit 2 % de plus qu'en 2021 (III. 15).

Pour la deuxième fois, le monitoring est en mesure de fournir des données sur le nombre de bénéficiaires. Des 11 centres et services ayant fourni des prestations d'éducation sexuelle et de formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire, 9 d'entre eux ont enregistré le nombre des bénéficiaires, soit un total de 9'339 [2021: 2'586]. 7 centres ont fourni des données sur le genre masculin ou féminin et 5 centres ont en plus indiqué le nombre d'élèves ne se classant pas dans ces catégories. Ainsi, 61% se sont classés sous féminin [2021: 52%], 39 % sous masculin [2021: 47%] et 0 % sous divers [2021: 1%]. Ce qui, en chiffres absolus, représente 191 élèves de genre féminin [2021: 561], 124 élèves de genre masculin [2021: 515] et 0 divers [2021: 10].

III. 15 Centres proposant une approche par les pairs en milieu extrascolaire. En % de l'ensemble des centres prestataires en éducation sexuelle, 2018 - 2022



Exemple de lecture: en 2022, 19 % de l'ensemble des centres prestataires en milieu extrascolaire ont proposé une offre d'approche par les pairs.



Commentaire de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 7 : Éducation sexuelle / Formation à la santé sexuelle

Éducation sexuelle en milieu scolaire

Avec 76 %, le taux des centres et services fournissant des prestations dans le domaine de l'éducation sexuelle en milieu scolaire est presque identique à celui de l'année précédente (2021: 77 %). Le nombre de bénéficiaires d'interventions d'éducation sexuelle en milieu scolaire (177'478) reste lui aussi presque inchangé. La demande d'une éducation sexuelle externe et holistique reste donc élevée.

Conseil spécialisé au personnel enseignant et aux parents

Les prestations de conseil spécialisé au personnel enseignant ont de nouveau augmenté, de 63 % en 2021 à 78 % en 2022. Dans le même temps, le nombre de conseils effectifs a légèrement diminué. Pour la première fois cette année, le nombre de centres proposant du conseil spécialisé aux parents a été recensé, à savoir 85 %. Au total, 1'044 conseils ont été effectués par 25 centres. Ce chiffre élevé montre à quel point il est important de refléter dès maintenant cette question dans le monitoring.

Approche par les pairs

L'approche par les pairs en milieu scolaire est restée pratiquement inchangée. 2 nouveaux centres ont participé au monitoring 2022, l'un proposant exclusivement des conseils par les pairs: «GLL – Das andere Schulprojekt». Cette année, 7'541 élèves ont bénéficié d'une approche par les pairs, ce qui représente une nette augmentation par rapport à l'année précédente (5'070 élèves).

L'approche par les pairs en milieu extrascolaire a nettement augmenté cette année, bien que seuls 39 % des centres aient encore un mandat à cet effet (2021: 64 %). Le nombre de bénéficiaires a également plus que doublé avec 18'219 (2021: 7'802). La plupart des centres sont toujours actifs dans le cadre d'intervention «Migration, asile» (86 %).

8 COMMENTAIRE FINAL DE SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Nous remercions chaleureusement les nombreux centres et services spécialisés qui ont participé à l'enquête en ligne du monitoring 2022.

Le postulat 22.3877 «Analyse des standards en matière d'éducation sexuelle à l'école en Suisse», déposé mi-2022 et adopté par le Conseil national en septembre 2022, fait également partie de la période de ce monitoring. Ce postulat fait suite à la pétition «Accès pour toutes et tous à une éducation sexuelle holistique dispensée de manière professionnelle», déposée par la Session des femmes 2021. Ce postulat demande une analyse et un rapport dans le domaine de l'éducation sexuelle à l'école en Suisse. Il s'agit par exemple d'expliquer comment l'éducation sexuelle est mise en pratique en Suisse et ce que la Confédération, les cantons et les organes intercantonaux font pour garantir des normes nationales. Ce monitoring peut apporter une contribution importante afin de répondre à certaines questions du postulat. Les résultats du monitoring 2022 soulignent une fois de plus l'importance d'une éducation sexuelle holistique et une demande qui reste toujours élevée.

Pour la première fois cette année, les centres et services ont pu mentionner s'ils offraient du conseil spécialisé aux parents. Une grande partie des centres et services qui ont mené des interventions dans le domaine scolaire (85%) disposaient d'une telle offre. Selon les indications de 25 centres et services, 1'044 consultations de ce type ont été effectuées, ce qui montre une forte demande dans ce domaine.

Données sur le genre

On observe une augmentation du nombre de personnes se classant sous «divers». La possibilité de l'indiquer dans le monitoring existe depuis 2020. En 2019, nous avons enregistré le nombre de personnes se classant comme «non-binaires». Ce terme a ensuite été remplacé par «divers». Ceci démontre clairement que: pour obtenir des données, la possibilité d'indiquer «divers» doit d'abord exister. Pour ce faire, elle doit s'établir auprès des centres et services spécialisés. Ces derniers sont de plus en plus nombreux à enregistrer le nombre de personnes se considérant comme divers, ce qui est très réjouissant.

Offre de dépistage des IST

Pour ce qui concerne le domaine des IST, l'enquête a été menée pour la première fois cette année non seulement dans les centres de consultation en matière de grossesse reconnus, mais aussi dans les autres services spécialisés du répertoire des centres qui sont membres SSCH. SSCH peut ainsi se faire une idée encore plus complète des prestations fournies dans le domaine du conseil en santé sexuelle et de la prévention des IST.

L'offre de dépistage et de traitement dans les centres et services reste importante et rencontre une forte demande dans la population. On constate une nette augmentation du nombre de tests effectivement effectués et du nombre de personnes testées. Cela s'explique en partie par le fait que de plus en plus de centres et services fournissent des données sur le nombre de tests et de personnes testées. Ce constat vaut pour l'ensemble du monitoring: plus le nombre de centres qui répondent est élevé, plus les analyses descriptives sont représentatives de la réalité.

L'offre importante de dépistage et de traitement fournie par les centres et services contribue à renforcer les connaissances de la population en matière d'IST et à atteindre les objectifs d'élimination du VIH et des hépatites (dans le programme NAPS à partir de 2024). Elle montre par ailleurs que l'approche consistant à pouvoir aborder plusieurs thèmes ou conseils en santé sexuelle auprès d'un seul centre fonctionne. Les personnes peuvent ainsi bénéficier d'un accompagnement compétent en matière de santé sexuelle.

CONTACT

SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Céline Berset, Lea Dora Illmer
celine.berset@sexuelle-gesundheit.ch
leadora.illmer@sexuelle-gesundheit.ch
+41 31 311 44 08

ANNEXE

Liste des centres et services ayant participé à l'enquête en ligne de l'année 2022

Centres de consultation en matière de grossesse reconnus selon RS 857.5 (66 sur 73 = 90 %)

Canton	Centres de consultation	Lieu
AG	Sexuelle Gesundheit Aargau	Aarau
BE	Beratungsstellen sexuelle Gesundheit und Familienplanung	Bern, Biel, Interlaken, Tavannes, Thun
BL	Kantonale Beratungsstelle für Schwangerschafts- und Beziehungsfragen, Fachstelle sexuelle Gesundheit	Binningen, Liestal
BS	Schwangerschaftsberatungsstelle Basel-Stadt	Basel-Stadt
FR	Freiburger Fachstelle für sexuelle Gesundheit	Fribourg, Bulle
GE	Unité de santé sexuelle et planning familial	Genève
GL	Beratungsstelle für Partnerschafts-, Familien- und Sexualfragen	Glarus
GR	adebar – Fachstelle für sexuelle Gesundheit und Familienplanung	Chur
JU	Centre de Santé Sexuelle – Planning Familial Jura	Delémont, Porrentruy, Le Noirmont
LU (NW, OW)	elbe – Fachstelle für Lebensfragen	Luzern
NE	Centre de santé sexuelle – Planning familial	La Chaux-de-Fonds, Neuchâtel
SG (AI, AR)	Beratungsstelle für Familienplanung, Schwangerschaft und Sexualität	St. Gallen, Jona, Wattwil, Sargans
SH	Beratungsstelle für Partnerschaft und Schwangerschaft	Schaffhausen
SO	Fachstelle Beziehungsfragen Kanton Solothurn	Grenchen, Breitenbach, Olten, Solothurn
SZ	Triaplust AG, Fachstelle für Einzel-, Paar- und Familienberatung	Pfäffikon, Goldau
TG	Beratungsstelle für Familienplanung, Schwangerschaft und Sexualität	Frauenfeld
TI	Consultori di salute sessuale EOC	Locarno, Lugano, Bellinzona, Mendrisio
UR	Schwangerschaftsberatungsstelle Uri	Altdorf
VD	Fondation PROFA - Consultation en santé sexuelle et planning familial	Lausanne, Aigle, Payerne, Renens, Morges, Nyon, Vevey, Yverdon
VS	SIPE – Centres de consultation	Sion, Sierre, Monthey, Martigny, Brig
ZG	eff-zett das Fachzentrum Sexual- und Schwangerschaftsberatung Zug	Zug
ZH	Schwangerschaftsberatungsstellen an den Spitälern	Zürich, Zürich (Triemli), Horgen, Winterthur, Limmattal, Männedorf



Autres services spécialisés prestataires en éducation sexuelle et formation à la santé sexuelle (23 sur 24 = 96 %)

Canton	Services spécialisés	Lieu
BE	Aids Hilfe Bern	Bern
BE	Berner Gesundheit	Bern
BE	APESE / santé bernoise	Bern
BS / BL	Aids-Hilfe beider Basel	Basel
FR	Empreinte / le Tremplin	Fribourg
GE	Service de santé de l'enfance et de la jeunesse SSEJ	Genève
GR	Aidshilfe Graubünden	Chur
JU	AJDAES Association jurassienne des animatrices en éducation sexuelle	Bure
LU	S&X Sexuelle Gesundheit Zentralschweiz	Luzern
NE	GSN Générations Sexualités Neuchâtel	Neuchâtel
SG	Fachstelle für Aids- und Sexualfragen	St. Gallen
SG	Liebe und so... GmbH	St. Gallen
SH	VJPS – Verein für Jugendfragen, Prävention und Suchthilfe	Schaffhausen
SZ	Gesundheit Schwyz	Goldau
TG	Perspektive Thurgau, Sexuelle Gesundheit und Sexualpädagogik	Weinfelden
TI	Zonaprotetta	Lugano
VD	Fondation PROFA – Centre de compétences VIH-IST	Lausanne
VD	Fondation PROFA – Service d'éducation sexuelle	Renens
VS	Aidshilfe Oberwallis	Visp
ZH	liebesexundsoweiter, sexualpädagogik & beratung	Winterthur
ZH	Lust und Frust Fachstelle für Sexualpädagogik und Beratung.	Zürich
ZH	SpiZ – Sexualpädagogik in Zürich	Zürich
ZH	GLL – Das andere Schulprojekt	Zürich

Autres centres spécialisés en matière de grossesse et de conseil indépendant sur le diagnostic prénatal (2 sur 2 = 100 %)

Canton	Services spécialisés indépendants	Lieu
ZH	Appella – Telefon- und Onlineberatung Zürich	Zürich
ZH	Verein ganzheitliche Beratung und kritische Information zu pränataler Diagnostik	Zürich



*** SANTÉ SEXUELLE
SEXUELLE GESUNDHEIT
SALUTE SESSUALE**
SUISSE SCHWEIZ SVIZZERA